VENDREDI 10 NOVEMBRE 1933. — N° 179. PRIX : 0 FR. 50. 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ..... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger ..... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
Paraît le vendredi

C.E.R.M.T.R.I. FONDS O.C.I. PARIS

Pour la défense de la révolution d'Octobre ! Pour la quatrième Internationale !

Il y a 16 ans, le pouvoir prolétarien a été établi en Russie, au plus fort de la boucherie impérialiste. Les ouvriers et les paysans pauvres organisèrent grâce à la fermeté du parti bolchevik, leur dictature, dictature de l'immense masse opprimée et exploitée sur la minorité écrasée des propriétaires fonciers et des capitalistes. Sous la direction de Lenine et de Trotsky, de Sverdlov et de Dzerjinsky, d'une pléiade de bolcheviks, le gouvernement prolétarien mata l'adversaire dans le pays, donna la terre aux paysans, et fit la paix. Il socialisa les principaux moyens de production et d'échange et le sol.

Pour la première fois dans l'Histoire, le socialisme devint l'objet d'une réalisation active des ouvriers. Et, dans la première période, les ouvriers russes durent défendre les armes à la main leurs premières conquêtes.

La victoire prolétarienne ne s'étendit pas tout d'abord sur « un sixième du globe ». Loin de là ! Pendant trois années, les impérialismes, Allemagne, France et Angleterre en tête, entretinrent la guerre civile dans le pays, armant et subventionnant les bandes blanches et les débris de la démocratie bourgeoise.. Il fallut l'organisation de l'Armée Rouge, l'initiative et la ténacité de son chef Trotsky, l'abnégation et l'héroïsme des ouvriers en armes défendant le sol et la dictature, les mouvements puissants du prolétariat international en faveur de la République des Soviets, les alternatives de défensive et d'offensive qui menèrent l'armée rouge jusqu'aux portes de Varsovie en 1920, — il fallut tout cela, pour qu'après 1920, le socialisme ait consolidé son pouvoir sur ce territoire qui va des frontières de la Pologne aux rivages du Pacifique.

Depuis 1917, l'histoire mondiale est dominée par la victoire du socialisme en U.R.S.S., par l'expérience grandiose commencée pour arracher la société humaine à ses contradictions sanglantes, à la furie de destruction du capitalisme. L'impérialisme mondial a reçu le coup le plus violent, asséné par les masses populaires du dernier empire absolutiste. La classe ouvrière internationale a reçu une impulsion immense, a vu se réaliser l'espoir de libération pour lequel s'étaient sacrifiés pendant les décades ses meilleurs champions.

Le socialisme a quitté le domaine des prédictions professorales; il est entré dans la vie des hommes, il a réellement transformé leurs rapports sociaux. L'œuvre d'octobre, l'œuvre de la République des Soviets, est la base indestructible de toute nouvelle victoire prolétarienne. La lutte pour le socialisme est non seulement passée du domaine de l'utopie à celui de la science, mais aussi du domaine de la science théorique à celui de l'**expérience pratique**.

Le capital immense constitué par la révolution russe reste le bien de toute la classe ouvrière internationale. Et c'est la Ligue communiste internationaliste, cadre de la IVe Internationale, qui en possède et en revendique la pleine tradition, l'héritage authentique. Célébrant le 16e Anniversaire de la Révolution d octobre, nous insisterons sur quelques questions particulièrement importantes.

1° Quel est ce parti qui réalisa la révolution d'octobre ? Le parti bolchevik, qui, interprétant la volonté des larges masses ouvrières, conquit le pouvoir, était l'antipode des partis communistes staliniens d'aujourd'hui. Certes, même le parti bolchevik n'adopta pas (dirigé par Staline et Kamenev) une position marxiste révolutionnaire conséquente vis-à-vis du gouvernement provisoire bourgeois de février. Mais Lenine et ses amis d'idées proches purent dès avril, faire triompher leurs idées dans le parti. Et c'est justement la grande différence avec les partis staliniens. En 1917, le parti bolchevik est capable de prendre une orientation juste. La voix des ouvriers s'y fait entendre. Un vrai régime de centralisme démocratique prolétarien y règne. Il n'y a pas de bureaucratie séparée des ouvriers, parvenue en place grâce à la servilité et la souplesse d'échine. Il y a une direction forgée dans la libre opposition des tendances, épurant, revisant et fortifiant constamment ses idées directrices et sa méthodologie.

Voici, comment, en 1922, dans les *Thèses sur la tactique de l'I. C.* le 4e Congrès de l'I. C. faisait brièvement l'histoire du Parti d'octobre :

« *Pendant les 15 années qui s'étendent entre la naissance du bolchevisme et sa victoire* (1903-1917), *celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme, ou, ce qui revient au même, le menchevisme. Mais, pendant ce même laps de temps, les bolcheviks ont, à plusieurs reprises, passé des accords avec les mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de* 1905. *Mais sous l'influence irrésistible d'un mouvement ouvrier de vaste envergure, les bolcheviks formèrent, la même année, un front commun avec les mencheviks. La seconde scission formelle eut lieu en janvier* 1912. *Mais de* 1905 *à* 1912, *la scission alterna avec des unions et les accords temporaires* (*en* 1906, 1907 *et* 1910).

« *Union et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties de la lutte entre fractions, mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du menchevisme s'écartaient véritablement de la révolution* ».

On ne peut pas dire plus clairement que l'essentiel du bolchevisme a été la combinaison de l'intransigeance du parti, avec la souplesse tactique dans le front unique. Juste le contraire des partis staliniens, qui sont bureaucratisés, dont la prétendue rigidité doctrinale n'est qu'un *conservatisme d'appareil*, et qui en même temps dissolvent et cachent leur parti dans les Barbussiades ! Intransigeance doctrinale et souplesse tactique, tel est le parti bolchevik de 1917 ; opportunisme théorique et rigidité bureaucratique, telle est l'I. C. de Staline. Cette Internationale dégénérée s'est [illegible] tes qu'elle a accumulées, avant tout en Chine et en Allemagne, si elles n'ont pas pu permettre au capitalisme de submerger l'URSS, l'ont mise en danger en ruinant le parti international. Conclusion : *il faut construire la nouvelle internationale, sur la base de Marx et de Lénine !*

2° 16 ans ont passé. L'URSS est transformée. Un immense essor économique et culturel a été obtenu depuis l'établissement de la NEP en 1921. Le capitalisme privé a été complètement refoulé, tout au moins à la ville. La campagne morcelée a été entraînée dans un mouvement de remembrement sur une base technique plus élevée.

Mais ces succès ont été pour une large part monopolisés par la bureaucratie dirigeante, monstrueusement développée et exigeante. La classe ouvrière, croissant en nombre, avec des perpectives plus larges, fut brimée, ses prérogatives arrachées une à une. L'affaiblissement de la révolution internationale eut automatiquement cette conséquence : le renforcement des tendances réactionnaires en URSS, les provocations multipliées des impérialistes, jointes à leurs offres commerciales et leurs marchandages.

Dans la république soviétique, l'Etat s'est considérablement renforcé, mais l'avant-garde ouvrière a subi la pression de l'ennemi réfractée par la bureaucratie. Depuis 1927, la fraction stalinienne a réduit le parti bolchevik au silence, en a fait un appareil administratif de la bureaucratie dominante. Cette bureaucratie ment au prolétariat international sur la situation réelle de l'URSS ; le parti communiste de Staline trompe le prolétariat mondial sur le sort de la classe ouvrière en URSS.

Seuls les bolcheviks léninistes disent la vérité à la classe ouvrière.

3° L'échec du prolétariat allemand et du P. C. A. devant le fascisme, a ouvert l'ère des plus graves dangers pour l'Union Soviétique. Dans cette tourmente, l'I. C. a sombré. Mais les circonstances sont pressantes. La profondeur de la crise du capi[illegible] prolétariat devant le fascisme et les menaces d'une nouvelle guerre universelle ne permettent pas de perdre du temps. Rompant avec l'I. C. définitivement enlisée dans l'opportunisme centriste, l'opposition de gauche devient le noyau de la nouvelle internationale communiste, de la IVe Internationale.

Voilà le fait important, décisif, de l'époque où survient le 16e anniversaire de la révolution prolétarienne soviétique.

Seuls des aveugles peuvent ne pas voir que les dangers pour l'Union Soviétique se sont considérablement rapprochés depuis la venue d'Hitler au pouvoir. Les appels de Goering, d'Hitler et de Goebbels à la guerre sainte contre le communisme et l'URSS s'adressent à l'impérialisme mondial. Le Japon, poursuivant son propre plan de conquête, menace ouvertement l'Extrême-Orient soviétique. Ces menaces guerrières ne parviennent pas à être masquées par les marchandages des Etats-Unis ou de la France.

Or, ces dangers extérieurs sont multipliés par le régime imposé à l'intérieur. Plus d'initiative du Parti. Plus de réponse spontanée des masses. Internationalement les partis communistes se contentent d'une propagande verbale, tout en faisant une description paradisiaque de l'URSS où « tout va bien », et qui finalement inspire la méfiance aux ouvriers. Mais peut-on compter qu'à l'heure du danger réel les masses se rendront à leur appel, plus qu'elles ne l'ont fait lorsqu'il s'agissait de résister à Hitler ?

La défense de l'URSS exige aujourd'hui plus que jamais une appréciation juste des rapports de force de classe internationaux, une action combattive de l'avant-garde prolétarienne contre leur propre impérialisme. A la nouvelle internationale revient la tâche de diriger et d'orienter cette lutte.

Seuls des aveugles pourraient aussi nier que les défaites du prolétariat allemand et d'Europe centrale ont considérablement affaibli la capacité de résistance de l'avant-garde ouvrière, fourvoyée et trompée par les opportunistes staliniens. Une seule voie reste ouverte, et c'est le grand appel que nous faisons retentir à cette date anniversaire de l'octobre Rouge :

A bas la réaction fasciste internationale !
Défense de l'Union Soviétique !
Vive la quatrième Internationale !

Lénine et Trotsky

Sur cette photographie, on voit Lénine et Trotsky en conservation au cours d'une réunion publique. Malgré les falsifications staliniennes, ces deux noms restent associés dans la conscience populaire comme ceux des deux principaux artisans de la révolution russe.

La scission socialiste et le gouvernement Sarraut

A peine installé au pouvoir, le gouvernement Sarraut est menacé de le quitter. Présentant sa déclaration à la Chambre, il se déclara prêt à « suivre son propre corbillard ». Voilà comment ce représentant du parti radical se représente sa tâche ! Et il est certain que ce ministère n'aura pas la vie longue.

Toute la droite de la Chambre s'est abstenue. Les socialistes aussi. Le ministère radical n'a recueilli que les votes de son parti, de groupes connexes du centre, c'est donc bien clair : ce ministère vit de l'attente des groupes opposés, son équilibre est en réalité plus instable que celui sur lequel Daladier s'était appuyé.

La grande bourgeoisie refuse encore de faire confiance totale aux gouvernements purement radicaux, qui accaparent l'appareil d'Etat et l'administration publique. Pourtant tout un groupe (Flandin) s'est décidé à voter pour lui, évidemment dans l'espoir de l'attirer vers la droite, afin de lui donner pour successeur un gouvernement dit de « Concentration ».

D'un autre côté, la S.F.I.O. s'est réfugiée dans l'abstention, de même que le groupe Renaudel. Ici apparaît en pleine lumière le sens de la crise du parti socialiste. Le groupe parlementaire socialiste se divise sur une question précise : oui ou non faut-il soutenir **à tout prix** les gouvernements radicaux « de cartel » ? L'aile Marquet-Renaudel répond oui. La majorité du parti socialiste répond non.

Voir là un simple épisode, une lutte de clan à l'intérieur du parti socialiste, c'est complètement absurde. Y voir, comme le pauvre Cachin, une « division du travail », c'est encore plus bête. En réalité, il s'agit d'un événement qui aura une portée considérable sur l'avenir du mouvement ouvrier en France. Celui qui ne comprend pas cela est d'une façon générale incapable de comprendre le déroulement des événements politiques.

L'attitude de la majorité S.F.I.O., refusant d'entrer dans la coalition des radicaux, déclarant, avec Paul Faure, que le P. S. « va poser sa candidature au pouvoir total », a été dictée par une série de facteurs : la poussée prolétarienne, les interdictions de la C.G.T., ne sont pas les seuls. Il faut aussi compter la situation internationale, et particulièrement la situation de la social-démocratie internationale.

La social-démocratie internationale a subi une amputation par la défaite de la social-démocratie allemande. Le socialisme autrichien n'est plus que l'ombre du gouvernement Dollfus. Mais en même temps, on voit dans les pays scandinaves, en Suisse, en Angleterre, la social-démocratie « remonter la pente », grâce à son radicalisme verbal. Les élections espagnoles peuvent lui apporter demain un succès. Evidemment, c'est en opposant la démocratie (bourgeoisie s'entend) au fascisme, que la social-démocratie parvient à conserver et même étendre son influence dans les masses, et non en conduisant le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Mais c'est la raison pour laquelle Paul Faure et même Blum, estiment l'heure venue de rester dans « l'opposition » formelle au régime, et de renforcer ainsi les rangs de leur parti. Le parti Renaudel-Marquet compte maintenant 27 députés. Mais il les perdra un à un, car la séparation d'avec la droite entraînera inévitablement un renforcement du parti socialiste, en lequel les masses ouvrières continuent, pour une large part, à avoir confiance.

Les dirigeants staliniens n'ont rien compris à tout cela. **L'Huma** s'échine à parler de la « division du travail » des droites et des gauches, sur l'ordre de la grande bourgeoisie. Naturellement, ils sont incapables d'en déduire une tactique quelconque : ils ne voient que la désagrégation du socialisme, sans comprendre à quel abîme ils sont eux-mêmes entraînés.

Pratiquement, la destinée du ministère Sarraut est liée à l'attitude du parti socialiste. Même l'appoint des 27 voix néo-socialistes ne compenserait pas le poids d'une campagne anti-gouvernementale du parti socialiste dans le pays.

Quelle que doit être dans cette situation l'attitude de notre parti ? Nous le dirons.

VERS LA IVe INTERNATIONALE

Déclaration de Maria Reese

Député communiste au Reichstag

Nous publions ci-dessous une lettre de la camarade Maria Reese dans laquelle elle règle ses comptes avec la politique du P.C.A. et l'I.C.

Le camarade Reese fut un des orateurs de masse le plus connu et le plus aimé du P.C.A. Ses réunions étaient toujours bondées. Elle se fait qu'elle évitait de paraître devant les ouvriers avec des phrases et des gestes creux, mais qu'elle discutait sérieusement la politique de la social-démocratie.

En 1929, *la camarade Reese passa comme députée du parti socialiste au parti communiste. Ce passage fit alors sensation parmi la classe ouvrière et le P.C.A. en profita pour faire une large campagne contre la social-démocratie. Après la catastrophe allemande, lorsqu'elle se rendit compte que le P.C.A. s'était effondré en Allemagne et que seule la solidarité internationale pouvait être un secours pour le prolétariat allemand, le camarade Reese se rendit à l'étranger dans le but d'y travailler pour la classe ouvrière allemande battue et contre la dictature fasciste. A cause de son activité, la camarade Reese fut poursuivie par la police au Danemark et expulsée de Suède.*

Le fait qu'une camarade comme Maria Reese, que sa conscience politique avait incité à passer du P.S au P.C., rompt aujourd'hui avec la bureaucratie staliniste, est un rude coup porté au stalinisme et un signal pour le prolétariat allemand. Nous sommes fermement convaincus que les parties décisives du P.C.A.prendront le même chemin que la camarade Reese. Tous les hurlements, tous les mensonges et les calomnies du P. C. A. et de la bureaucratie de l'I.C. en faillite ne pourront pas arrêter ce développement.

*L'*Huma *du* 9 *novembre annonce l'exclusion de M. Reese. Mais elle oublie de dire que la lettre de Reese est envoyée depuis plus d'une semaine. L'*Huma *n'a publié cette pseudo-décision de Berlin que parce que la lettre a été publiée intégralement il y a trois jours par nos camarades allemands dans* Vuver Wart. *Quant à l'infame accusation dont la bureaucratie agrémente son exclusion, les travailleurs la repousseront avec le mépris que ces gens méritent.*

∴

« Depuis des mois j'ai fait des tentatives ininterrompues pour clarifier par la discussion verbale et écrite mes divergences politiques avec le Parti et la direction du Secours Rouge. Ces tentatives ont échouées. Mes lettres adressées à Moscou furent en partie cachées, en partie interceptées ou bien encore on ne les expédia pas; la discipline qui me forçait de garder le silence sur les divergences intérieures au Parti vis-à-vis de l'extérieur fut utilisé à m'isoler et à me calomnier partout.

Notre dernière entrevue au cours de laquelle on n'a pas répondu à mes accusations politiques m'a convaincue que je ne peux pas retirer ma lettre d'accusation du 25 septembre. Au contraire, pour éclaircir le débat, je suis obligée de la compléter en soulignant de nouveau qu'il s'agit de questions *politiques principielles* qui surgissent maintenant au premier plan de votre politique de Comité et qui ne sont rien d'autre que la suite logique de votre politique néfaste d'avant la prise du pouvoir par Hitler. Elles expriment un *manque de confiance typiquement petit-bourgeois dans la force et la lutte de masse du prolétariat, qu'à l'étranger vous portez jusqu'au mépris du mouvement des masses*, lié à des phrases et à la surestimation-philistine de la bourgeoisie libérale, appelée selon vous à se substituer à la lutte de classe absente et au Parti communiste battu.

Votre politique de Comité vous a maintenant complètement détachés des masses après la défaite allemande (avant laquelle vous aviez déjà disparu dans l'illégalité pour conserver votre précieuse direction à la classe ouvrière pour les temps qui viendraient,et nous abandonnant,nous l'armée des simples soldats, sans commandement). Mais depuis longtemps déjà, vous n'aviez en tant que représentants de l'appareil bureaucratique du Parti, plus aucun lien étroit avec ces masses. Votre politique sectaire des dernières années vous a empêché de mettre debout, aussi bien en Allemagne qu'internationalement, un mouvement de masses; elle vous a au contraire affaiblis malgré la poussée des masses vers la Révolution. Désespérés, vous cherchez maintenant du secours dans les bras des Lords et des Comtesses, de même que les social-démocrates ont fait auprès de Hindenburg et de Brüning.

Votre opportunisme est tellement incurable que vous n'êtes même plus capables de comprendre que c'est *principiellement* que je combats votre politique de Comité. C'est pourquoi vous avez raconté à vos « *compagnons de lutte* » bourgeois que je les injuriais quand je m'opposais à ce que vous posiez ces gens comme des représentants de l'anti-fascisme, trompant ainsi la classe ouvrière. En étroite « *communauté de lutte* » avec eux vous avez saboté mon travail pour le Secours Rouge et pour la classe ouvrière allemande battue. Lorsque le fascisme progressera dans ces pays-ci, vous ne trouverez aucune résistance contre lui auprès de vos alliés bourgeois. Cependant votre politique empêche la création d'un mouvement prolétarien de masse, qui, seul, peut barrer la route au fascisme, comme je l'ai si souvent répété dans des protestations verbales et écrites.

Je n'ai pas l'intention de retourner en Union Soviétique, pour me laisser couper du travail révolutionnaire au prix d'une existence débarrassée des soucis matériels. Moscou, c'est-à-dire l'I.C. — non pas les ouvriers — bien qu'elle vous méprise et vous tienne pour des banqueroutiers, est officiellement convaincue de la justesse de votre politique. Et cela pour des raisons de politique extérieure auxquelles elle sacrifie le prolétariat mondial ;elle consent à ce que vous continuiez à « *diriger* » le mouvement ouvrier révolutionnaire de l'Allemagne; mais en restant dans les bistrots parisiens, pendant que vous racontez à la classe ouvrière allemande, abandonnée, que vous vous trouvez sur le front. Il est facile, ainsi, de donner des ordres « courageux » et provocateurs, auxquels on sacrifie ensuite sans raison l'élite du prolétariat C'est ainsi qu'appuyés sur le comité incontrôlable de Münzenberg, vous pouvez facilement jouer à la révolution à Paris.

La dictature de l'I. C. a désarmé le P.C.A. en élevant des valets de la pensée, en éliminant l'influence démocratique des ouvriers sur la politique et la direction du Parti et en empêchant la sélection des dirigeants. Celui qui pense par lui-même est condamné. Mais lorsque vint une situation où vous fûtes privés de directives de

(*Suite page* 3.)

SAMEDI APRES-MIDI, TOUS A LA PORTE DE LA CHAPELLE A 14 HEURES !

Réunions publiques de la

LIGUE COMMUNISTE

Dans le 5e arrondissement, le 16 novembre à 20 h. 30, 1, rue Lanneau.

Dans le 20e arrondissement, le 25 novembre, à 20 h. 30 (lieu sera indiqué ultérieurement).

Dans le 18e arrondissement, le 28 novembre, à 20 h. 30, Café-tabac, 58, rue Custine (18e).

L. Trotsky

Lénine et les Thèses d'Avril

extrait de l'Histoire de la Révolution Russe

En ces dernières années, les tentatives n'ont pas été peu nombreuses de démontrer que la crise d'avril du Parti avait été un égarement passager et presque accidentel. Tout cela s'effondre au premier contact avec les faits !

Déjà, ce que nous savons de l'activité du Parti au cours de mars, nous découvre une contradiction très profonde entre Lénine et la direction pétersbourgeoise. Juste au moment de l'arrivée de Lénine, la contradiction avait atteint sa plus haute tension. En même temps que la Conférence panrusse des représentants de 82 soviets, où Kaménev et Staline votaient pour une résolution sur le pouvoir déposée par les socialistes-révolutionnaires et les bolchéviks, avait lieu à Pétrograd la conférence du Parti, composée de bolchéviks venus de tous les points de la Russie. Pour caractériser les tendances et les opinions du Parti, ou plus exactement de sa couche supérieure telle qu'elle sortit de la guerre, la Conférence à laquelle survint Lénine comme elle se terminait, présente un intérêt tout à fait exceptionnel. La lecture des procès-verbaux, non publiés jusqu'à ce jour, appelle plus d'une fois l'étonnement : est-ce donc bien le Parti représenté par ces délégués qui, dans sept mois, devait prendre le pouvoir d'une main de fer ?

Depuis l'insurrection, un mois s'était écoulé — longue période pour une révolution comme pour une guerre. Cependant, dans le Parti, les opinions ne s'étaient pas encore clarifiées sur les questions les plus essentielles de la révolution. D'extrême patriotes, tels que Voïtinsky, Eliav, et autres participaient à la Conférence à côté de ceux qui se considéraient comme internationalistes. Le pourcentage des patriotes déclarés, incomparablement moindre que chez les menchéviks, était néanmoins important. La Conférence, dans son ensemble, ne résolut pas la question : scission avec ses propres patriotes ou union avec les patriotes du menchévisme. Au cours d'une suspension de séance de la Conférence bolchévique, eut lieu une réunion commune de bolchéviks et de menchéviks, délégués de la Conférence des soviets, pour discuter la question de la guerre. Le plus fougueux menchévik-patriote, Liber, déclara dans cette assemblée : « La distinction faite naguère entre bolchéviks et menchéviks doit être écartée, et il faut seulement parler de notre attitude à l'égard de la guerre. » Le bolchévik Voïtinsky ne tarda pas à proclamer qu'il était tout prêt à signer toute parole de Liber. Tous ensemble, bolchéviks et menchéviks, patriotes et internationalistes, cherchaient une formule commune exprimant leur attitude au sujet de la guerre.

Les opinions de la conférence bolchévique trouvèrent indubitablement leur expression la plus adéquate dans le rapport de Staline sur l'attitude vis-à-vis du Gouvernement provisoire. Il est indispensable de citer ici l'idée centrale du rapport qui, jusqu'à présent, n'a pas été publié, nulle part, pas plus que les procès-verbaux dans leur ensemble. « Le pouvoir est partagé entre deux organes dont aucun ne possède tout le pouvoir. Des frictions et une lutte entre eux existent et doivent être. Les rôles sont partagés. Le Soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires ; le Soviet est le leader révolutionnaire du peuple soulevé, l'organe contrôlant le Gouvernement provisoire. Mais le Gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le Soviet mobilise les forces, exerce un contrôle. Le Gouvernement provisoire, résistant, s'empêtrant, prend le rôle de consolidateur de conquêtes que le peuple a déjà effectivement faites. Cette situation a des côtés négatifs, mais elle en a aussi de positifs : nous n'avons pas avantage pour l'instant à forcer la marche des événements en accélérant le processus d'éviction des couches bourgeoises qui, inévitablement, par la suite, devront se détacher de nous. »

Les relations entre la bourgeoisie et le prolétariat sont dessinées par le rapporteur, qui s'est situé au-dessus des classes, comme une simple division du travail. Les ouvriers et les soldats accomplissent la révolution, Goutchkov et Milioukov la « consolident ». Nous reconnaissons ici la conception traditionnelle du menchévisme, inexactement copiée sur les événements de 1789. Ce sont précisément les leaders du menchévisme que caractérise cette attitude d'inspecteurs devant le processus historique, cette façon de distribuer les tâches à des classes diverses et de critiquer d'un ton protecteur leur exécution. Cette idée qu'il serait désavantageux de pousser à la disjonction entre la bourgeoisie et la révolution fut toujours le plus haut critère de toute la politique des menchéviks. En réalité, cela signifiait : émousser et affaiblir le mouvement des masses pour ne pas effrayer les libéraux alliés. Enfin, la conclusion de Staline au sujet du Gouvernement provisoire se raccorde entièrement à la formule équivoque des conciliateurs : « Dans la mesure où le Gouvernement provisoire consolide les progrès de la Révolution, il faut le soutenir ; dans la mesure où ce Gouvernement est contre-révolutionnaire, il est inadmissible qu'on le soutienne. »

Le rapport de Staline fut lu le 29 mars. Le lendemain, le rapporteur officiel de la conférence soviétique, le social-démocrate sans-parti Stéklov, préconisant la même assistance conditionnelle au Gouvernement provisoire, traça, dans le feu de l'enthousiasme, un tel tableau de l'activité des « consolidateurs » de la révolution, — résistance aux réformes sociales, visées monarchsistes, protection accordée aux forces contre-révolutionnaires, appétits annexionnistes, — que la conférence des bolchéviks, alarmée, rejeta la formule de soutien. Le bolchévik de droite Noguine déclara : « Le rapport de Stéklov a apporté une idée neuve : il est clair qu'à présent l'on doit parler non de *soutien*, mais d'*opposition*. » Skrypnik en vint également à conclure qu'après le rapport de Stéklov « il y avait beaucoup de changé : impossible de parler d'un soutien au Gouvernement. Il y a complot du Gouvernement provisoire contre le peuple et la Révolution. » Staline qui, la veille, dessinait un tableau idyllique de « la division du travail » entre le Gouvernement et le Soviet, s'estima obligé de supprimer l'article relatif au soutien. Des débats courts et peu profonds se poursuivaient autour de la question de savoir si l'on soutiendrait le Gouvernement provisoire « dans la mesure où... » ou bien seulement les actes révolutionnaires du Gouvernement provisoire. Un délégué de Saratov, Vassiliev, déclarait non sans raison : « L'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire est la même chez tous. » Krestinsky formulait la situation encore plus vivement : « Il n'y a pas de désaccords sur les démarches pratiques entre Staline et Voïtinsky. » Bien que Voïtinsky fût, aussitôt après la conférence, passé aux menchéviks, Krestinsky n'avait pas tellement tort : en retirant la mention expresse du soutien, Staline ne supprimait pas le soutien lui-même. Il n'y eut pour essayer de poser la question de principe que Krassikov, un de ces vieux bolchéviks qui s'étaient écartés du Parti pendant nombre d'années et qui, maintenant, lourds de l'expérience de la vie, tentaient de rentrer dans ses rangs. Krassikov n'avait pas peur de prendre le taureau par les cornes : « N'avez-vous pas l'intention d'établir la dictature du prolétariat ? » demandait-il ironiquement. Mais la conférence laissa l'ironie de côté, et la question en même temps, comme ne méritant pas attention. La résolution de la conférence demandait à la démocratie révolutionnaire d'exhorter le Gouvernement provisoire « à la lutte la plus énergique pour la complète liquidation de l'ancien régime », c'est-à-dire réservait au parti prolétarien un rôle de dame de compagnie auprès de la bourgeoisie.

Le lendemain fut discutée une proposition de Tsérételli sur la fusion des bolchéviks et des menchéviks. Staline considéra cette invite avec une entière sympathie : « Nous devons marcher. Il est indispensable de fixer nos propositions sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal. » Molotov, qui avait été évincé par Kaménev et Staline de la rédaction de la *Pravda*, pour avoir donné une direction trop radicale au journal, formula des objections : Tsérételli désire unifier des éléments de tout poil, lui-même se dit aussi zimmerwaldien, la fusion sur cette ligne est une erreur. Mais Staline en tenait pour son idée : « Il ne convient point, disait-il, d'anticiper et de prévenir les différends. Sans désaccords, il n'y a pas de vie de parti. A l'intérieur du Parti, nous éliminerons les petits désaccords ». Toute la lutte que Lénine avait menée, pendant les années de guerre, contre le social-patriotisme et son camouflage pacifiste, était comme réduite à néant. En septembre 1916, Lénine écrivait avec une particulière insistance, par l'intermédiaire de Chliapnikov, à Pétrograd : « L'esprit de conciliation et d'unification est ce qu'il y a de plus nuisible pour le parti ouvrier en Russie, non seulement c'est une idiotie, mais c'est la perte du Parti... Nous ne pouvons compter que sur ceux qui ont compris tout le leurre de l'idée d'unité et toute la nécessité d'une scission avec cette confrérie (les Tchkhéidzé et Cie) en Russie. » Cet avertissement n'avait pas été compris. Les dissensions avec Tsérételli, leader du bloc soviétique dirigeant, étaient présentées par Staline comme de petits désaccords que l'on pouvait « éliminer » à l'intérieur d'un parti commun. Ce critère donne la meilleure évaluation des opinions d'alors de Staline lui-même.

Le 4 avril, au congrès du Parti, apparaît Lénine. Son discours, commentant les « thèses », passe sur les travaux de la Conférence comme l'éponge humide d'un instituteur qui efface au tableau ce qu'a écrit un écolier embarrassé.

— Pourquoi n'a-t-on pas pris le pouvoir ? » demande Lénine. A la conférence des soviets, Stéklov, peu auparavant, avait expliqué en termes embrouillés les motifs qu'on avait de s'abstenir du pouvoir : la révolution bourgeoise est une première étape, — il y a la guerre, etc. « Ce sont des fadaises », déclare Lénine. L'affaire est en ceci que le prolétariat n'est pas suffisamment conscient ni suffisamment organisé. Il faut le reconnaître. La puissance matérielle est dans les mains du prolétariat, mais la bourgeoisie s'est trouvée là consciente et préparée. C'est un fait monstrueux, mais il est indispensable de le reconnaître ouvertement et franchement et de déclarer au peuple qu'on n'a pas pris le pouvoir parce qu'on n'était ni organisé ni conscient. »

Du plan d'objectivité mensongère derrière lequel s'abritaient les capitulards de la politique, Lénine transposait toute la question sur le plan subjectif. Le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir en février parce que le parti des bolchéviks n'avait pas été à la hauteur des tâches objectives et n'avait pu empêcher les conciliateurs d'exproprier politiquement les masses populaires au profit de la bourgeoisie.

La veille, l'avocat Krassikov lançait ce défi : « Si nous estimons que le moment est venu de réaliser la dictature du prolétariat, c'est donc ainsi qu'il faut poser la question. La force physique, dans le sens de la prise du pouvoir, nous l'avons indubitablement. » Le président retira alors la parole à Krassikov, alléguant que l'on s'occupait de tâches pratiques et que la question de la dictature n'entrait point dans le débat. Mais Lénine estimait que la seule tâche pratique était précisément la question de préparer la dictature du prolétariat. « La particularité du moment actuel en Russie — disait-il dans les thèses — est de marquer une transition entre la première étape de la Révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite de l'insuffisance de pensée consciente et d'organisation du prolétariat, et sa deuxième étape qui doit apporter le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie. »

La conférence, à la suite de la *Pravda*, limitait les tâches de la Révolution à des réformes démocratiques réalisables par l'Assemblée constituante. En contre-partie, Lénine déclara : « La vie et la Révolution rejettent l'Assemblée constituante à l'arrière-plan. La dictature du prolétariat existe, mais on ne sait qu'en faire. »

Les délégués s'interrogeaient du regard. Ils disaient entre eux qu'Iliitch, s'éternisant à l'étranger, n'avait pas vu les choses d'assez près, n'avait pas discerné. Mais le rapport de Staline sur une sage division du travail entre le Gouvernement et le Soviet sombra du coup et pour toujours dans l'insondable passé. Staline lui-même se taisait. Désormais il devra se taire longtemps. Seul, Kaménev continuera à se défendre.

Déjà, de Genève, Lénine avertissait par lettres qu'il était prêt à rompre avec quiconque accepterait des concessions sur les questions de la guerre, du chauvinisme et d'une conciliation vis-à-vis de la bourgeoisie. Maintenant, face à face avec la couche dirigeante du Parti, il déclanche l'attaque sur toute la ligne. Mais, au début, il ne désigne nommément aucun des bolchéviks. S'il a besoin d'un vivant exemple de fausseté ou d'équivoque, il indique du doigt des sans-parti, Stéklov ou Tchkhéidzé. C'est le procédé habituel de Lénine : ne jamais river prématurément quelqu'un à sa position pour donner la possibilité aux plus prudents de se retirer à temps de la bataille et, par ce moyen, affaiblir du coup les futurs adversaires déclarés. Kaménev et Staline estimaient qu'en participant à la guerre après Février, le soldat et l'ouvrier défendraient la Révolution. Lénine es-

Nous avons réuni dans cette page les thèses historiques d'avril de Lénine, l'extrait de son Projet de Plateforme pour le parti du prolétariat *relatif à la création de la Troisième Internationale (ce projet fut rédigé quelques jours après les thèses d'avril) et le passage de l'*Histoire de la Révolution Russe *de L. Trotsky, qui se rapporte à ces thèses.*

Lénine

Les Thèses d'Avril

N'étant arrivé à Pétrograd que le 3 avril dans la nuit, je n'ai naturellement pu prendre la parole le 4 sur les objectifs du prolétariat révolutionnaire qu'en mon nom propre et en faisant toutes réserves sur mon manque de préparation.

La seule chose que j'aie pu faire pour me faciliter le travail à moi-même — et aussi aux contradicteurs *de bonne foi* — a été de préparer des thèses *écrites*. Je les ai lues et j'en ai remis le texte au camarade Tsérételli. Je les ai lues très lentement et *à deux reprises* : d'abord à la réunion des bolchéviks, ensuite à celle des bolchéviks et des menchéviks.

Voici ces Thèses qui me sont personnelles, munies seulement de très courtes remarques explicatives qui ont été développées beaucoup plus en détail dans mon discours :

THÈSES

1. Notre attitude envers la guerre, qui de la part de la Russie et sous le nouveau gouvernement de Lvov et Cie reste absolument une guerre de rapine impérialiste en vertu du caractère capitaliste de ce gouvernement, ne doit pas tolérer la moindre concession au « défensisme révolutionnaire ».

A la guerre révolutionnaire, justifiant véritablement le défensisme révolutionnaire, le prolétariat conscient ne peut donner son consentement que à trois conditions : *a*) passage du pouvoir aux mains du prolétariat et de son allié naturel, les couches pauvres de la population paysanne ; *b*) renonciation à toutes les annexions, en fait et non en paroles ; *c*) rupture effective et complète avec tous les intérêts du capital.

Etant donné la bonne foi indubitable du plus grand nombre des partisans populaires du défensisme révolutionnaire, qui admettent la guerre seulement par nécessité et non en vue de conquêtes, étant donné qu'ils sont trompés par la bourgeoisie, il faut en détail, avec patience et constance, leur expliquer leur erreur, leur découvrir la liaison indissoluble du capital avec la guerre impérialiste, leur prouver que terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée est *impossible* sans renverser le capital.

Organiser la plus large propagande de cette opinion dans les armées.

La fraternisation.

2. L'originalité du moment présent en Russie consiste [illegible] la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie à cause du manque de conscience et d'organisation du prolétariat, *à sa seconde* étape, qui doit mettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des paysans pauvres.

Cette transition est caractérisée d'un côté par le maximum de légalité (la Russie est *aujourd'hui* le pays le plus libre du monde, parmi tous les belligérants), de l'autre par l'absence de contrainte sur les masses, et enfin par la confiance inconsciente de ces masses dans le gouvernement des capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette originalité exige que notre parti sache s'adapter aux conditions *particulières* de l'action parmi les masses prolétariennes d'une immensité inouïe, à peine éveillées à la vie politique.

3. Aucun soutien du gouvernement provisoire ; découvrir le mensonge de toutes ses promesses, surtout quant à la renonciation aux annexions. Le démasquer au lieu d'« exiger », chose admissible et semant l'illusion, que ce gouvernement, le gouvernement des capitalistes, *cesse* d'être impérialiste.

4. Constater que dans la plupart des Soviets de députés ouvriers notre parti est une minorité, et pour le moment une faible minorité, en face *du bloc de tous* les éléments opportunistes petits-bourgeois soumis à l'influence de la bourgeoisie et la propageant dans le prolétariat, depuis les populistes et les socialistes-révolutionnaires jusqu'au Comité d'organisation (Tchéidzé, Tsérételli, etc.) et à Stéklov, etc., etc.

Expliquer aux masses que le Soviet est *la seule forme* possible de gouvernement révolutionnaire et que par conséquent notre objectif, tant que ce gouvernement se prête à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que *d'expliquer* au peuple patiemment, systématiquement, tenacement, en nous adaptant surtout à ses besoins pratiques, ses erreurs de tactique.

Tant que nous sommes en minorité, nous faisons un travail de critique et de révélation des erreurs, tout en prêchant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets de députés ouvriers, pour que le peuple se défasse par l'expérience de ses erreurs.

5. Pas de République parlementaire, — y revenir après les Soviets serait faire un pas en arrière, — mais la République des Soviets de députés ouvriers, ouvriers agricoles et paysans dans tout le pays, de bas en haut.

Suppression de la police, de l'armée, du fonctionnarisme.

Traitement de tous les fonctionnaires, élus et révocables en tout temps, ne dépassant pas le salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire, porter le centre de gravité sur les Soviets de députés ouvriers agricoles.

Confiscation de tous les domaines des grands propriétaires.

Nationalisation de *toutes* les terres, mises à la disposition des Soviets locaux de députés ouvriers agricoles et paysans. Créer des Soviets séparés de députés des paysans pauvres. Constituer dans chaque grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, selon le lieu et les autres conditions et au gré des autorités locales) une exploitation modèle sous le contrôle des députés ouvriers agricoles et aux frais de la communauté.

7. Fondre immédiatement toutes les banques en une seule Banque nationale, placée sous le contrôle du Soviet de députés ouvriers.

8. Non pas « instaurer » le socialisme, comme notre objectif *immédiat*, mais établir seulement tout de suite le *contrôle* du Soviet sur la production et la répartition des produits.

9. Pour le parti :

a) Convocation immédiate du Congrès,

b) Revision du programme, principalement :

1. Sur l'impérialisme et la guerre impérialiste ;

2. Sur la question de l'Etat et *notre* revendication de l'Etat-Commune ;

3. Correction du programme-minimum, qui a vieilli ;

c. Changer sa dénomination.

10. Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de créer une Internationale révolutionnaire, contre les *social-chauvins* et contre le centre.

La faillite de l'Internationale de Zimmerwald

" Il faut fonder la troisième Internationale "

17. — L'Internationale de Zimmerwald a pris dès le début une position hésitante, « kautskiste », « centriste », et c'est ce qui a obligé la *gauche de Zimmerwald* à s'en désolidariser immédiatement, à marquer son désaccord et à lancer un Manifeste à elle (imprimé en suisse, en russe, en allemand et en français).

La tare principale de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa *faillite* (car elle a dès maintenant fait faillite moralement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question *essentielle* et qui, pratiquement, détermine toutes les autres, celle de la rupture avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine dirigée par Vandervelde et Huysmans à La Haye (Hollande).

On ne sait pas encore chez nous que la majorité de Zimmerwald est formée précisément de *kautskistes*. C'est cependant un fait cardinal dont on ne peut pas ne pas tenir compte et qui est maintenant connu en Occident. Même le chauvin, l'ultra-chauvin allemand Heilmann, directeur de l'archi-chauvine *Chemnitzer Zeitung* et collaborateur de l'archi-chauvine *Glocke* de Parvus (il est, cela va sans dire, « social-démocrate » et zélé partisan de l'« unité » de la social-démocratie) a dû reconnaître par écrit que le « centre » ou « kautskisme » et *la majorité de Zimmerwald* ne font qu'un.

La fin de 1916 et le début de 1917 ont définitivement établi cette vérité. Malgré la condamnation du social-pacifisme par le manifeste de Kienthal, *toute* la droite de Zimmerwald, *toute* la majorité de Zimmerwald est tombée dans le social-pacifisme : Kautsky et Cie à maintes reprises en janvier et février 1917 ; Bourderon et Merrheim en France, en votant *d'accord* avec les social-chauvins les motions pacifistes du parti socialiste (décembre 1916) et de la C. G. T. (c'est-à-dire de l'organisation nationale des syndicats français ; aussi en décembre 1916) ; Turati et Cie en Italie, où le parti tout entier a adopté la position social-pacifiste et où Turati personnellement s'est laissé aller (pas fortuitement, bien sûr) à prononcer des phrases *nationalistes* déguisant le caractère impérialiste de la guerre dans son discours du 17 décembre 1916.

Le président de Zimmerwald et de Kienthal, Robert Grimm, a fait bloc, en janvier 1917, avec les social-chauvins de *son* parti (Greulich, Pflüger, Gustave Müller, etc.) *contre* les vrais internationalistes.

Dans deux conférences de zimmerwaldiens de divers pays, en janvier et février 1917, cette conduite équivoque et fausse de la majorité a été formellement stigmatisée par les internationalistes de gauche : Münzenberg, secrétaire de l'organisation internationale des Jeunes et directeur de l'excellent journal internationaliste l'*Internationale* des jeunes ; Zinoviev, représentant du Comité central de notre parti ; Radek, du parti social-démocrate polonais (*Kraïévoïé Pravlénié*) ; Hartstein social-démocrate allemand, membre du groupe « Spartakus ».

Le prolétariat russe a beaucoup reçu : nulle part ailleurs la classe ouvrière n'a déployé autant d'énergie révolutionnaire. Mais qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner.

Le marais de Zimmerwald est devenu intolérable. Il est impossible de rester ainsi, à cause des « kautskistes » de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plékhanov et des Scheidemann. Il faut rompre sans délai avec cette Internationale. Il ne faut rester à Zimmerwald *que* pour information.

Nous devons, nous, précisément et maintenant fonder sans retard une *nouvelle* Internationale révolutionnaire, prolétarienne, ou plutôt ne pas craindre de constater publiquement qu'elle est *déjà fondée* et qu'elle fonctionne.

C'est l'Internationale des véritables « internationalistes » que j'ai énumérés plus haut. Eux et eux seuls sont les représentants des masses animées par l'internationalisme révolutionnaire, et non leurs corrupteurs.

Il y a peu de socialistes *de ce genre* ; mais que chaque ouvrier russe se demande combien il y avait de révolutionnaires conscients en Russie *à la veille* de la révolution de février-mars 1917 !

Ce n'est pas de faire nombre qui importe, mais de refléter fidèlement les idées et la politique du prolétariat vraiment révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de *proclamer* l'internationalisme, mais de savoir *être*, même par les temps les plus durs, des internationalistes.

Ne nous faisons pas d'illusions sur une entente et sur des congrès internationaux. Les relations internationales, tant que durera la guerre impérialiste, demeureront serrées dans l'étau de fer de la dictature militaire de la bourgoisie impérialiste. Si le « républicain » Milioukov, obligé de souffrir le gouvernement accessoire du Soviet des députés ouvriers, *n'a pas laissé entrer* en Russie, en avril 1917, le socialiste suisse *Fritz Platten*, secrétaire du parti, internatonaliste, participant de Zimmerwald et de Kienthal, marié à une Russe et se rendant chez les parents de sa femme, ancien militant de la révolution de 1905, détenu ensuite dans une prison russe et réclamant la restitution de la caution qu'il avait versée, pour être libéré, au gouvernement tsariste ; si le républicain Milioukov a pu *agir* ainsi en Russie, en avril 1917, on imagine ce que valent les promesses, phrases et déclarations de la bourgeoisie sur la paix sans annexions, etc.

Et l'arrestation de Trotsky par le gouvernement anglais ? Et le refus de laisser Martov quitter la Suisse, et cet espoir de l'attirer en Angleterre, où l'attend le sort de Trotsky ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne nous leurrons pas.

« Attendre » des congrès ou des conférences internationales, c'est trahir l'Internationale, puisqu'il est démontré que, même de Stockholm, on ne laisse venir chez nous ni les socialistes fidèles à l'internationalisme *ni même leurs lettres, malgré l'existence et malgré la sévérité*, ne laissant rien à désirer, de la censure militaire.

Ce n'est pas « attendre » qu'il faut, mais *fonder* la troisième Internationale, immédiatement, — et des centaines de socialistes dans les prisons d'Allemagne et d'Angleterre respireront plus librement ; des milliers et des milliers d'ouvriers allemands, dont les grèves et les manifestations font trembler ce coquin et ce brigand de Guillaume II, apprendront notre décision par les feuilles *illégales* ; ils apprendront la confiance fraternelle que nous avons en Karl Liebknecht et en lui seul, ils sauront *notre* décision de lutter *maintenant* encore contre le « défensisme révolutionnaire » — ils liront cela et ils seront fortifiés dans leur internationalisme révolutionnaire.

Qui a beaucoup reçu doit beaucoup donner. Il n'y a pas au monde *aujourd'hui* de pays aussi libre que la Russie. Utilisons cette liberté non pas pour prêcher l'aide à la bourgeoisie ou le « défensisme révolutionnaire », mais pour *fonder* hardiment et franchement, à la prolétaire, à la Liebknecht, *la troisième Internationale*, ennemie sans retour et des traîtres social-chauvins, et des hésitants du « centre ».

18. — Quant à l'unification des social-démocrates de Russie, il ne peut pas en être question. Point n'est besoin de beaucoup de mots pour le montrer, après ce qui vient d'être dit.

Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, *avec le prolétariat révolutionnaire*, qu'admettre ne fût-ce qu'un instant l'idée d'une fusion avec le parti du Comité d'organisation de Tchéidzé et de Tsérételli, qui font bloc avec Potressov dans la *Rabotchaïa Gazéta*, qui votent l'emprunt au Comité exécutif du Soviet, qui sont tombés dans le « défensisme ».

Laissons les morts ensevelir leurs morts !

Pour *aider* les hésitants, il faut d'abord cesser d'hésiter soi-même.

QUEL EST LE NOM, SCIENTIFIQUEMENT JUSTE ET POLITIQUE CAPABLE D'ECLAIRER LE PROLETARIAT, QUI CONVIENT A NOTRE PARTI ?

19. — Je passe à la dernière question : la dénomination de notre parti. Nous devons nous appeler *parti communiste*, comme s'appelaient Marx et Engels.

Nous devons répéter que nous sommes marxistes et que nous prenons comme base le *Manifeste communiste*, trahi et dénaturé, par la social-démocratie sur deux points principaux : 1° « les ouvriers n'ont pas de patrie » ; pratiquer la « défense nationale » en guerre impérialiste, c'est trahir le socialisme ; 2° la théorie marxiste de l'Etat, mutilée par la deuxième Internationale.

La dénomination de « social-démocratie » n'est pas juste *scientifiquement*, comme l'a montré Marx plus d'une fois, entre autres dans la *Critique du programme de Gotha*, en 1875, et comme Engels l'a répété d'une façon plus populaire en 1894. Du capitalisme, l'humanité ne peut passer directement qu'au socialisme, c'est-à-dire à la possession en commun des moyens de production et à la répartition des produits proportionnellement au travail de chacun. Notre parti voit plus loin : le socialisme est destiné à se transformer peu à peu en communisme, sur le drapeau duquel il est écrit : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Tel est mon premier argument.

Voici le deuxième : la seconde partie de notre dénomination, elle aussi, n'est pas juste scientifiquement. La *démocratie* est une des formes de l'*Etat*. Or, nous autres marxistes, nous sommes les ennemis de *tout* Etat.

Les chefs de la IIe Internationale (1889-1914), MM. Plékhanov, Kautsky et leurs semblables, ont avili et perverti le marxisme.

Le marxisme se distingue de l'anarchisme en ce qu'il reconnaît *la nécessité d'un Etat* pour préparer le socialisme, seulement (et en cela il se distingue de Kautsky et Cie) *non pas d'un Etat* du type de la démocratie bourgeoise parlementaire ordinaire, mais du type de la Commune de Paris de 1871 ou des Soviets de députés ouvriers de 1905 et de 1917 !

Troisième argument : *la vie*, la révolution, a déjà *pratiquement* créé chez nous, quoique sous une forme faible et embryonnaire, ce nouvel « Etat » qui n'est plus un Etat au sens propre du terme.

C'est *déjà* une chose entrée dans la pratique des masses et non une théorie de chefs.

L'Etat, au sens propre du mot, est la domination d'hommes armés séparés du peuple.

Notre nouvel Etat naissant est un Etat aussi, car il nous faut des détachements d'hommes armés, ils nous faut l'ordre *le plus strict*, il nous faut réprimer *sans pitié*, par la force, toute tentative de contre-révolution, ou tsariste, ou bourgeoise à la Goutchkov.

Mais notre nouvel Etat *naissant n'est plus* un Etat au sens propre du mot, car en bien des endroits de Russie, ces hommes armés sont *la masse elle-même*, tout le peuple, et non pas des supérieurs, séparés de lui, privilégiés, pratiquement inamovibles.

Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder mais en avant, et non pas vers la démocratie ordinaire, qui étayait la domination de la bourgeoisie au moyen des vieux instruments *monarchiques*, administration, police, armée, fonctionnaires.

Il faut regarder en avant la nouvelle démocratie naissante, qui cesse déjà d'être une démocratie, car la démocratie, c'est la domination du peuple, et le peuple armé ne saurait exercer de domination sur lui-même.

Le mot de démocratie, appliqué au parti communiste, n'est pas seulement faux scientifiquement. Il est maintenant, après mars 1917, *une œillère* mise au peuple révolutionnaire *pour l'empêcher* de construire librement, hardiment, par sa propre volonté, le régime nouveau : les Soviets de députés ouvriers, paysans et autres, en tant que *pouvoir unique* de l'« Etat », en tant que précurseurs de la « disparition progressive » de *toute espèce* d'Etat.

Quatrième argument : il faut tenir compte du socialisme international.

Sa situation n'est plus la même qu'en 1871-1914 (à l'époque où Marx et Engels se résignaient sciemment au terme opportuniste et faux de « social-démocratie »). *Alors*, après la défaite de la Commune de Paris, l'histoire avait porté à l'ordre du jour le travail, à longue haleine, d'organisation et d'éducation. Il n'y en avait point d'autre possible. Les anarchistes avaient (et ont encore) radicalement tort non pas seulement dans la théorie, mais aussi économiquement et politiquement. Ils jugeaient faussement, faute de comprendre la situation internationale : l'ouvrier d'Angleterre, corrompu par

(*Voir la suite page* 3).

time que le soldat et l'ouvrier, comme auparavant, participent à la guerre en esclaves assujettis au capital. « Même nos bolchéviks — dit-il, rétrécissant le cercle autour des adversaires — manifestent de la confiance au Gouvernement. Cela ne peut s'expliquer que par le délire de la Révolution. C'est courir à la perte du socialisme... S'il en est ainsi, nous ne ferons pas route ensemble. J'aime mieux rester en minorité. » Ce nest pas une simple menace d'orateur. C'est une démarche méditée clairement jusqu'au bout.

Sans nommer ni Kaménev ni Staline, Lénine est pourtant forcé de nommer le journal : « *La Pravda* exige du Gouvernement qu'il renonce aux annexions. Exiger d'un gouvernement de capitalistes qu'il renonce aux annexions, c'est une ineptie, une criante dérision... » Une indignation contenue se trahit ici par une haute note. Mais l'orateur se ressaisit aussitôt : il tient à dire non moins que le nécessaire, mais rien de trop. Au passage, en glissant, Lénine donne d'inégalables règles de politique révolutionnaire: « Lorsque les masses déclarent qu'elles ne veulent pas de conquêtes, je les crois. Lorsque Goutchkov et Lvov déclarent qu'ils ne veulent pas de conquêtes, ils sont des menteurs. Lorsque l'ouvrier dit qu'il veut la défense du pays, ce qui parle en lui, c'est l'instinct d'un opprimé. » Ce critère, pour le désigner par son nom, semble simple comme la vie même. Mais la difficulté est de le désigner en temps voulu par son nom.

A propos du manifeste du Soviet « Aux peuples du monde entier », qui donna prétexte à la *Rietch* libérale de déclarer en son temps que le thème du pacifisme se développait chez nous en une idéologie commune avec celle de nos alliés, Lénine s'exprima avec plus de précision et de vivacité : « Ce qui est particulier à la Russie, c'est une transition à pas gigantesques d'une oppression sauvage à la plus subtile imposture. »

« Cet appel — écrivait Staline au sujet du manifeste — s'il atteint les larges masses (d'Occident), ramènera sans aucun doute des centaines et des milliers d'ouvriers au mot d'ordre oublié : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

« L'appel du Soviet ! — réplique Lénine — il n'y a pas là-dedans un seul mot pénétré de la conscience de classe. Il n'y a là que de la phraséologie. » Le document dont étaient si fiers les zimmerwaldiens qui n'étaient jamais sortis de chez eux n'est, aux yeux de Lénine, qu'un des instruments de « la plus subtile imposture ».

Avant l'arrivée de Lénine, la *Pravda* ne mentionnait généralement pas la gauche de Zimmerwald. Parlant de l'Internationale, elle n'indiquait pas laquelle. C'est ce que Lénine appelait le « kautskysme » de la *Pravda*. « A Zimmerwald et à Kienthal — déclara-t-il à la conférence du Parti — le centre a obtenu la prépondérance... Nous déclarons que nous avons formé une gauche et rompu avec le centre... Il existe un courant de la gauche de Zimmerwald dans tous les pays du monde. Les masses doivent discerner que le socialisme est scindé dans le monde entier... »

Trois jours auparavant, Staline se proclamait, dans cette même conférence, tout disposé à éliminer les désaccords avec Tsérételli, sur les bases de Zimmerwald-Kienthal, c'est-à-dire sur les bases du kautskysme. « J'apprends qu'en Russie se manifeste une tendance unificatrice — disait Lénine ; s'unir avec les partisans de la défense nationale, c'est trahir le socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul comme Liebknecht. Seul contre cent dix ! » L'accusation de trahir le socialisme, pour l'instant encore sans désignation de personnes, n'est pas simplement ici un mot dur : elle exprime intégralement l'attitude de Lénine à l'égard des bolchéviks qui tendent un doigt aux social-patriotes. En opposition à Staline qui juge possible de fusionner avec les menchéviks, Lénine estime intolérable que l'on garde en commun avec eux le nom de social-démocratie. « Parlant en mon nom personnel, déclare-t-il —, je propose de changer l'appellation du Parti, de nous dénommer *Parti communiste*. » « En mon nom personnel », cela signifie que nul, pas un des membres de la conférence, ne consentait à ce geste symbolique d'une rupture définitive avec la IIe Internationale.

« Vous craignez de trahir de vieux souvenirs ? » dit l'orateur aux délégués déconcertés, interloqués, partiellement indignés. Mais le moment est venu « de changer de linge, il faut ôter la chemise sale et en mettre une propre ». Et il insiste de nouveau : « Ne vous accrochez pas à un vieux mot qui est entièrement pourri. Si vous voulez édifier un nouveau parti... tous les opprimés viendront à vous. »

Devant le grandiose des tâches à entamer, devant le trouble des idées dans ses propres rangs, la pensée du temps précieux stupidement perdu en réceptions, en félicitations, en résolutions rituelles arrache à l'orateur ce gémissement : « Assez de félicitations, de résolutions, il est temps de se mettre à l'ouvrage, d'entreprendre un travail efficace et réfléchi ! »

La déclaration de Maria Reese

(*Suite de la première page.*)

Moscou, alors, vous les « grands » dirigeants, vous avez perdu la tête et n'avez su que faire. La démocratie des ouvriers qui aurait pu vous informer sur leurs forces et leur volonté de lutte qui même aurait été capable au moment décisif de diriger les perroquets que vous êtes, vous l'avez présomptueusement écartée. Que l'on puisse apprendre des ouvriers, que l'ouvrier lui-même, dans la lutte de classe de plus en plus âpre, ait rassemblé tant d'expérience nouvelle, qui aurait non seulement pu, mais qui aurait dû vous servir de leçon, afin de l'utiliser au même pas à l'esprit. Pendant un an et demi le Comité pour le travail de masse dont je fais partie n'a pas siégé, bien que j'aie protesté au moins cinquante fois verbalement et par écrit: car je voulais le développement organisationnel du front unique et pas seulement de beaux congrès, d'où les ouvrier s'en vont les mains vides. Les expériences des ouvriers n'ont pas été portées sur le terrain pratique. Mais lorsque spontanément ils se débarrassèrent des griffes bureaucratiques du P.S. et du P.C., alors ils se dispersèrent trop vite par manque de lien d'organisation. Mais dans la presse on put entendre parler longtemps encore ensuite de ce succès du front unique que l'appareil ne manqua pas de s'attribuer. Il fallait bien que Moscou vit le bon travail qu'on fournissait.

Je combats votre politique de Comité parce qu'elle constitue un *crime envers la classe ouvrière* et qu'elle n'a rien, plus rien à voir avec la lutte de classe révolutionnaire. C'est une politique de désespérés, de vaincus qui ont perdu la foi en la force de la classe ouvrière. Elle n'est que la continuation de la comédie des congrès Münzenberg, où les télégrammes de salutations d'Heinrich Mann et d'Einstein doivent remplacer le front unique des masses.

Par enthousiasme enfantin à l'égard des « luttes » des bourgeois dans les pays démocratiques contre le fascisme étranger, Dahlem, par exemple, ne vise plus qu'à des effets sensationnels et au fond, c'est ce que font tous les communistes de Comité. Ils oublient complètement que tout cela n'est que feu de paille ne laissant qu'un sale petit tas de cendres que le mouvement de masse révolutionnaire devra plus tard balayer

Que Dahlem s'écarte de la pensée révolutionaire, lorsqu'à mes protestations, il répond : « *Les lords et les comtesses lancent l'affaire. Le parti et le Secours Rouge n'y seraient pas arrivés* ». Et c'est ça qui « *dirige* » le P.C.A. Pourquoi ne pas fermer boutique pendant qu'on y est et entrer dans le parti des lords et des comtesses ?

Non, camarade Dahlem, c'est l'impérialisme étranger qui a « lancé l'affaire ». Il préférait que ce soient les bourgeois qui s'y mettent. Il les a soutenu, car l'affaiblissement de l'Allemagne, c'est ce qu'il lui faut. Il ne voyait pas d'un bon œil que le Secours Rouge « lance l'affaire », car cela aurait affaibli son propre impérialisme. Cette lutte lui aurait nui. *Voilà* pourquoi c'était bien plus difficile pour nos camarades et non pas parce que les lords et les comtesses sont plus malins. Mais si c'eût été le Secours Rouge et l'I. C. qui étaient entrés en lutte, alors le mouvement de masse aurait grandi, alors il y aurait eu des grèves de protestation. Cela aurait inquiété l'impérialisme étranger. Il aurait alors essayé de mettre fin à ces troubles dans son pays en exerçant une pression réelle sur la justice fasciste. C'est ainsi qu'on peut porter secours aux accusés et au prolétariat allemand, et non pas en se laissant atteler au char de l'impérialisme étranger. L'impérialisme ne fait qu'exploiter votre théâtre avec son metteur en scène Katz, pour prouver à ses ouvriers que sa bourgeoisie est « meilleure », pour continuer à affaiblir l'Allemagne à l'échelle mondiale, mais pas le moins du monde pour empêcher l'oppression fasciste du prolétariat allemand.

Vous avez toujours suivi le chemin de la moindre résistance et particulièrement maintenant, où cela vous procure l'argent de Münzenberg. C'est une source que l'impérialisme saura tarir aussitôt qu'il n'aura plus besoin de vous. Mais alors votre fausse politique n'aura pas contribué à renforcer le Secours Rouge; dès aujourd'hui, cette fausse politique le ruine presque complètement.

Aussi, vous ne voulez pas du tout discuter politiquement les questions de la politique de Comité et de la catastrophe allemande. Pour vous, la politique de Comité facilite les choses. D'ailleurs, la ligne est maintenant fixée à Moscou. Donc, elle est juste. C'est ainsi, qu'en Allemagne, nous avons glissés sans discussion jusqu'au fascisme. Mais aujourd'hui les ouvriers qui avaient confiance en votre direction, paient votre manque de conscience. Après le 28 février, cela m'a presque brisée. Je ne peux plus me taire jusqu'à ce que l'expérience montre que la politique est fausse. Il y a une prétendue « *discipline* » qui est un crime envers la classe ouvrière. Se taire en face de la politique de Comité, voilà un crime pareil. Vous n'avez plus confiance dans la force et dans la lutte de la classe ouvrière, c'est pourquoi vous faites des alliances avec des lords et des comtesses étrangers, qui se soucient de nos camarades *en lutte* autant que les barons hitlériens.

Ce n'est pas *vous* qui utilisez ces gens, comme le disait naïvement un autre camarade de la direction politique, c'est l'impérialisme qui vous utilise, en vue d'empêcher avec votre collaboration active la lutte de masse et l'attaque révolutionnaire dans son propre pays. C'est de cette manière que vous favorisez indirectement le développement fasciste dans ces pays et que vous donnez au prolétariat mondial et surtout au prolétariat allemand un coup de poignard dans le dos. *Voilà contre quoi j'entre en lutte.* Seule la solidarité du prolétariat mondial peut aider le prolétariat allemand et protéger l'Union soviétique, pour laquelle rien ne constitue un plus grand danger que la politique de l'I. C. en vigueur en ce moment. (*A suivre*).

LA CONTROVERSE GITTON-LAPLAGNE

La C. G. T. U. contre la Fédération Autonome des Fonctionnaires

L' « Humanité » de mercredi a peut-être étonné bien des militants dont l'opinion était faite sur le stalinisme et ses procédés : elle a publié un article de Laplagne, ex-secrétaire de la Fédération Autonome des fonctionnaires, ex-secrétaire du comité des 22, article qui répond nettement non à la politique de la C. G. T. U. envers la Fédération autonome. Qui mieux est, cet article est précédé d'un long article de Gitton dans lequel celui-ci s'est soigneusement abstenu du vocabulaire usuel à l'égard des adversaires de la direction confédérale.

Que signifie ce nouveau tournant ? se sont certainement demandé bien des lecteurs. La démocratie ouvrière retrouverait-elle ses droits à l' « Humanité ? » Ne nous faisons pas d'illusions. La fraction staliniste s'est seulement contentée d'assouplir momentanément sa tactique pour mieux atteindre son but : démolir la Fédération autonome et faire rejoindre la C. G. T. U. par une partie même minuscule de celle-ci. S'attaquer violemment, grossièrement aux dirigeants de cette Fédération, c'est un procédé qui, les stalinistes le savent, ne donnerait pas grand'chose; ils n'ont pas un terrain préparé pour cela, il leur faut d'abord jeter le trouble, semer la confusion sur les notions les plus claires. C'est à quoi travaille Gitton dans le chapeau qui précède l'article de Laplagne. Mais passons à la discussion Laplagne-Gitton.

Elle porte essentiellement sur la position de la Fédération autonome « à égale distance des deux centrales existantes ». Pour les stalinistes, la chose est ainsi posée : il y a pour la classe ouvrière deux voies possibles, ou la collaboration de classes ou la lutte de classes; il faut choisir entre ces deux voies absolument incompatibles; la C. G. T. et la C. G. T. U. en représentent chacune une; on ne peut être qu'à l'une ou à l'autre A ce raisonnement, Laplagne répond : « **On doit être pour la collaboration ou pour la lutte; on ne peut être pour les deux à la fois. Mais est-il indispensable pour cela de s'agglomérer à celle des fractions qui correspond à un état d'esprit déterminé ? Je ne le crois pas, je prétends même qu'on peut appartenir à une confédération dont la politique générale ne correspond pas aux méthodes préférées. C'est ce qui aurait pu arriver aux éléments de la Fédération autonome... »**

Là-dessus, Gitton se garde bien de dire un mot. Des révolutionnaires peuvent-ils, doivent-ils travailler dans les syndicats réformistes ? C'est sous cette forme que Laplagne pose le problème. Cela ne nous surprend pas car il est un syndicaliste révolutionnaire par l'idéologie plus ou moins précise qui l'oriente. Il veut lutter contre la bourgeoisie et pour cela n'a confiance que dans l'action syndicale; il ignore le rôle, la fonction du parti. Aussi pour lui le problème se pose de savoir s'il peut mener sa lutte contre le capitalisme dans un syndicat réformiste. A une telle question il répond affirmativement, et se trouve ainsi pratiquement dans une position juste vis-à-vis de Gitton qui se réclame de communisme, mais qui se moque de ses notions fondamentales.

Laplagne comprend fort bien, à la différence des stalinistes qui se ferment les yeux devant la réalité pour ne pas porter atteinte à leurs théories, que le prolétariat est divisé en deux grandes fractions, l'une réformiste, l'autre révolutionnaire, qui ont l'une et l'autre leurs cadres, leurs hommes de confiance, leurs chefs et qu'il est impossible de poursuivre une politique révolutionnaire réaliste sans tenir compte de ce fait capital.

Gitton peut écrire des phrases comme : « Il ne s'agit pas de « **deux fractions rivales** ». C'est une question de classe. Il y a, Laplagne, la bourgeoisie et ceux qui la soutiennent, d'un côté, et en face la classe ouvrière avec ses organisations révolutionnaires : la C. G. T. U. et le P. C., c'est oublier que dans la classe ouvrière une partie, **la plus grande partie** malheureusement, suit encore les organisations réformistes, fait encore une confiance aux valets de la bourgeoisie, qui dirigent ces organisations. Ne pas tenir compte de cela ne peut entraîner qu'à une politique qui renforce ces valets de la bourgeoisie et la bourgeoisie elle-même. »

Si le camarade Laplagne se prononce à juste titre pour l'unité syndicale, s'il défend énergiquement une pratique réaliste de la tactique du front unique, si sur ces questions nous ne pouvons que lui donner raison contre Gitton, il y a dans son article quelques phrases, des pensées qui nous semblent bien étranges : « **Parler d'unité c'est faire surgir tous les problèmes de tendances dont crève le mouvement ouvrier; c'est, grâce aux discussions qui s'élèvent immédiatement, faire reculer l'heure de la réunification. Aussi pensent-elle (la Fédération autonome) qu'il y a mieux à faire qu'à se disputer autour de principes et de thèses. La discussion sera ouverte quand la période sera calme. Pour l'instant des événements graves nous sollicitent. Il faut opposer un barrage solide et, autant que possible, invincible aux attaques gouvernementales.** »

Laplagne participa au Comité des 22 pour la réalisation de l'unité syndicale; il nous semble que de son échec, il en a tiré des leçons erronées. En quoi les questions de tendance font-elles crever le mouvement ouvrier ? Comment la classe ouvrière pourrait-elle déterminer sa voie en dehors des luttes de tendances; celles-ci ne sont pas les inventions de tels ou tels militants, elles correspondent aux aspirations de diverses couches de la classe ouvrière, elles les expriment sous une forme politique d'une façon plus ou moins nette, plus ou moins claire. Tant que la classe ouvrière dans sa masse ne s'orientera pas d'une façon résolue et précise dans la lutte révolutionnaire et même à ce moment là, le mouvement ouvrier connaîtra des luttes de tendance. Ce qui peut le faire crever, temporairement d'ailleurs, ce sont les fractions réactionnaires, réformistes, conservatrices, sectaires. Et précisément lorsque celles-ci l'emportent dans la classe ouvrière (comme ce fut le cas de ces dernières années pour diverses raisons), le salut du prolétariat réside dans la lutte d'une minorité pour frayer la voie à des idées justes, pour tracer une perspective de combat à la classe ouvrière.

La réunification, du mouvement syndical, évidemment, Laplagne la voit dans une période calme où l'on pourra discuter de principes et de thèses. Nous doutons fort que la classe ouvrière en France connaisse de sitôt une période calme. Ou elle triomphera du capitalisme dans une lutte acharnée; ou elle sera amenée à connaître le calme des cimetières que lui imposera le fascisme. Mais pour triompher, une des conditions importantes est précisément la réalisation de l'unité syndicale. Laplagne le pensait il y a deux ans, quand, au Comité des 22, il a été manœuvré par le réformisme. Nous ne pensons pas qu'il ait changé pour cela d'opinion.

Il faut réaliser l'unité syndicale sans tarder : pour cela il n'est nullement besoin que les uns ou les autres changent de principes ou de thèses, sauf sur la question de l'unité syndicale. Dans la centrale unifiée, chacun devra pouvoir défendre les principes et les thèses qu'il croira utile au développement du mouvement ouvrier; l'organisation syndicale à sa majorité décidera. C'est la seule thèse sur laquelle tous les militants, tous les syndiqués, tous les travailleurs pensent s'entendre dès aujourd'hui.

La Fédération autonome se doit d'user de sa position particulière pour la évelopper largement auprès des syndiquées de la C. G. T. et de la C. G. T. U. Profitant de la lutte des fonctionnaires, de l'intérêt qu'elle suscite dans toutes les couches de travailleurs, elle doit rendre populaire la nécessité de l'unité syndicale dans le plus bref délai. C'est seulement en suscitant la pression des masses que les bureaucrates réformistes et stalinistes devront céder. C'est en prenant hardiment l'offensive sur ce terrain que la Fédération autonome déjouera les manœuvres des stalinistes dissimulées sous les grandes phrases d'un Gitton.

Sur la création de la 3e Internationale

(*Suite de la page deux.*)

les bénéfices impérialistes, la Commune de Paris écrasée, le mouvement national bourgeois venant de vaincre en Allemagne (en 1871), la Russie demi-féodale dormant son sommeil séculaire.

Marx et Engels ont jugé sainement, ils ont compris la situation internationale, ils ont compris la nécessité d'une *lente* marche d'approche vers la révolution sociale.

Comprenons, nous aussi, les objectifs et les particularités de l'époque nouvelle. N'imitons pas ces marxistes à la manque dont Marx disait : « J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces ».

La nécessité objective du capitalisme, devenu impérialisme, a engendré la guerre impérialiste. La guerre a conduit l'humanité *au bord du gouffre*, à la ruine de la civilisation, à l'abrutissement et à la mort de nouveaux millions d'hommes, de millions sans nombre.

Il n'y a *pas* d'issue, hors la révolution du prolétariat.

Au moment où cette révolution commence, où elle fait ses premiers pas timides, guère assurés, guère conscients, trop confiants envers la bourgeoisie, la majorité (c'est la vérité, c'est un fait) des chefs « social-démocrates », des parlementaires « social-démocrates », des journaux « social-démocrates », — ce sont là les *moyens* d'action sur les masses — ont *abandonné* le socialisme, *trahi* le socialisme, passé du côté de « leur » bourgeoisie nationale.

Les masses sont troublées, déconcertées, trompées par *ces chefs*.

Et vous voulez que nous favorisions cette duperie, que nous la facilitions, en gardant un nom périmé, pourri comme est pourri la IIe Internationale !

De « nombreux » ouvriers *conçoivent* la social-démocratie dans le bon sens, soit. Mais il est temps de distinguer le subjectif de l'objectif.

Subjectivement, ces ouvriers social-démocrates sont des guides très fidèles des masses prolétariennes.

Mais objectivement, dans la situation actuelle du monde, l'ancienne dénomination de notre parti *facilite* la duperie des masses, et *entrave* le mouvement en avant, car à chaque pas, dans chaque journal, dans chaque fraction parlementaire, la masse voit *des chefs*, c'est-à-dire des hommes dont la parole est plus forte, dont l'action est vue de plus loin, — et ces chefs sont tous « social-démocrates », ils sont tous « pour l'unité » avec les social-chauvins, traîtres au socialisme, ils se réclament tous de la « social-démocratie ».

Et les arguments contre ?

« On nous confondra avec les anarchistes-communistes. »

Pourquoi ne craignons-nous pas qu'on nous confonde avec les socialistes-nationaux, avec les socialistes libéraux ou avec les radicaux-socialistes, le plus avancé (et le plus habile en fait de duperie) des partis bourgeois de la République française ?

« Les masses sont habituées à leur parti social-démocrate, les ouvriers l'aiment. »

Voilà le seul argument, mais c'est un argument qui fait fi de toute la science marxiste, des objectifs qui seront demain ceux de la révolution, de la situation objective du socialisme universel, de la faillite honteuse de la IIe Internationale, et des « social-démocrates » qui rôdent autour des prolétaires et sabotent le travail pratique.

C'est l'argument de la routine, c'est l'argument de la léthargie, c'est l'argument de l'inertie.

Nous voulons refaire le monde. Nous voulons terminer la guerre mondiale impérialiste où sont engagés des centaines de millions d'hommes et intéressés des centaines et des centaines de milliards et qui ne peut être terminée par une paix vraiment démocratique que par la plus grande révolution prolétarienne de l'histoire.

Et nous aurions peur de nous-mêmes ! Nous resterions attachés à notre « habituelle » et « chère » chemise sale ?

Il est temps de jeter la chemise sale et de mettre du linge propre. **LENINE.**

LE MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE JUGE PAR L'HUMANITE

ERRATUM

Dans l'appel de l'Internationale communiste que nous avons publié hier matin, une coquille malencontreuse nous a fait fait dire : « Le Parti communiste d'Allemagne, par une lutte pleine d'*abdication* »...

C'est : « ...pleine *d'abnégation* » qu'il fallait évidemment lire. (*Humanité* du 8 nov.)

L'Insurrection d'Octobre

Extrait de " L'an I de la Révolution Russe " par Victor-Serge

A la vérité, le parti bolchévik marche au pouvoir avec une fermeté, une lucidité, une habileté surprenantes, depuis la chute de l'autocratie. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les *Lettres de Loin*, écrites par Lénine avant son départ de Zurich, dès mars 1917. Mais comme toute définition de fait historique, prétendant à la précision, celle-ci est un peu étroite. Le parti marche au pouvoir depuis le jour où son Comité Central d'émigrés quasi inconnu (Lénine et Zinoviev) affirmait que « la guerre impérialiste doit être trasnsformée en guerre civile » (1914), depuis le jour plus reculé encore où il naissait pour la guerre civile (congrès de Londres, 1903). Arrivé à Pétrograd le 3 avril 1917, Lénine, après avoir rectifié la tenue politique de l'organe central du parti, définit tout de suite les objectifs du prolétariat et recommande inlassablement aux militants la conquête par la persuasion, des masses ouvrières. Dans les premiers jours de juillet, lorsque le flot populaire en fureur déferle une première fois autour du ministère Kérenski, les bolchéviks refusent de suivre le mouvement. Ces meneurs — au vrai sens du mot — ne sont pas des menés. Ils ne veulent pas d'insurrection prématurée ; la province n'est pas prête, la situation n'est pas mûre. Ils freinent, résistent au courant, bravent l'impopularité. Incarnée par le parti, la conscience du prolétariat entre un moment en conflit avec l'impatience révolutionnaire des masses. Conflit dangereux ! Si l'ennemi était plus viril, plus intelligent, l'impatience des masses lui procurerait là une facile victoire. « Maintenant, disait Lénine à ses amis, au lendemain des émeutes de juillet, ils vont nous fusiller tous. » Lénine voyait juste en théorie : c'tait peut-être la seule chance pour la bourgeoisie d'infliger au prolétariat une grande saignée préventive, décisive, pour des mois, sinon pour des années. Fort heureusement, la bourgeoisie vit moins clair que Lénine, dans son propre jeu. Elle n'osa pas (ce n'est pas, à coup sûr, l'envie qui lui manquait). Après juillet, ses éléments énergiques songent à réparer cette faiblesse. Ils rêvent d'un pouvoir fort. On est entre deux dictatures : le régime Kérenski n'est plus qu'un inter-règne. Le coup d'Etat manqué de Kornilov (Savinkov et Kérenski dans la coulisse) entraîne une mobilisation nouvelle du prolétariat. Dès lors, la situation se corse de plus en plus, menaçant de devenir désespérée pour le prolétariat dont les privations grandissent et qui a le sentiment très juste que s'il ne vainc pas, on le matera durement ; elle s'aggrave pour les paysans qui voient la révolution agraire promise par les s.-r. au pouvoir, sans cesse différée en attendant d'être brutalement escamotée par quelque Bonaparte de la défaite ; elle s'aggrave pour l'armée et la flotte, contraintes de continuer au service de classes ennemies une guerre désespérée ; elle s'aggrave pour la bourgeoisie, que la débâcle des transports, l'usure de l'outillage industriel, les revers des fronts, la crise de la production, la disette, l'impossibilité de contenir les masses, le défaut d'autorité du nouveau régime, la débilité de son mécanisme de coercition compromettent chaque jour davantage.

Dès les émeutes de juillet, Lénine dit à V. Bontch Brouévitch : « L'insurrection est absolument inévitable. Elle sera obligatoire dans quelque temps. Elle ne peut pas ne pas être. » A partir de la mi-septembre, le parti commence à s'orienter résolument vers la bataille. La Conférence Démocratique, qui va constituer le Préparlement, siège du 14 au 22 septembre. Lénine, illégal à ce moment, exige impétueusement la retraite de la fraction bolchévik de la Conférence, où un certain nombre de camarades seraient enclins à accepter le rôle d'une opposition parlementaire, d'ailleurs résolue. Partagée par la majorité du parti, l'opinion de Lénine l'emporte. Les bolchéviks s en vont en claquant la porte. Trotsky lit à la conférence leur déclaration. « La parole enflammée de L. D. Trotsky, qui venait d'apprécier les douceurs de la prison sous le régime de la bourgeoisie et des menchéviks, tranche comme d'un glaive toutes les trames ourdies par les orateurs divers du centre. Il dit, en termes clairs et nets, qu'aucun retour en arrière ne nous était possible ; que les ouvriers n'y songeaient pas ; que les ouvriers ne voyaient que le chemin de la nouvelle révolution. Un silence complet s'était fait ; un frisson passa sur les fauteuils et les loges où siègeaient les chefs de la bourgeoisie... Les applaudissements tonnèrent dans les tribunes et la salle.. » — « Ici, s'affirma définitivement la volonté d'insurrection, et il fallut tout le tact, toute l'autorité du Comité Central pour que le désir général, clairement exprimé, ne se traduisit en action directe, car il était encore trop tôt et les journées de juillet cussent pu se répéter, mais plus sanglantes. »

Dans les derniers jours de septembre ou les premiers jours d'octobre, le Comité Central du parti bolchevik — Lénine, Trotsky, Staline, Sverdlov, Iakovleva, Oppokov, Zinoviev, Kamenev — se réunit à Pétrograd, au logis du menchévik Soukhanov. On discute le principe même de l'insurrection. Kamenev et Zinoviev (Noguine et Rykov, à peu près du même avis, n'assistaient pas à cette réunion) pensaient que l'insurrection vaincrait peut-être, mais qu'il serait presque impossibe de garder ensuite le pouvoir en raison des difficultés économiques et de la crise du ravitaillement. La majorité se prononça pour l'insurrection qui fut même fixée au 15 octobre. Insistons à ce propos sur un point. Cette façon de voir ne dénotait certes pas chez des hommes qui avaient fait leurs preuves en des années de lutte et devaient, par la suite, à travers toute la guerre civile, se montrer exempts de toute défaillance, une tendance à l'opportunisme ou à la débilité menchévique. Elle dénotait chez de fermes révolutionnaires une certaine surestimation des forces de l'adversaire, un certain manque de confiance en celles du prolétariat. On ne joue pas avec l'insurrection. Le devoir des révolutionnaires est d'en scruter à l'avance toutes les chances et toutes les possibilités. S'ils appréhendent la défaite de la révolution, leur inquiétude n'a rien de commun avec la peur de la révolution des opportunistes qui ne craignent rien tant que la victoire du prolétariat. Il reste que lorsque ces craintes légitimes se fondent sur une appréciation erronnée des faits, elles constituent pour la politique générale du parti un immense péril ; elles peuvent la dévier de façon irréparable. Le temps qui travaille pour la révolution à certaines heures peut travailler contre elle, le moment passé ; une action simplement différée peut très bien être une action perdue. Le prolétariat italien a payé assez cher sa défaillance de 1920 ; l'occasion offerte au prolétariat allemand en 1923 se représentera sans doute ; mais quand ? L'erreur des adversaires de l'insurrection était donc grande, grave, et ils en ont convenu depuis.

Le 10 octobre, le Comité Central du parti bolchévik (présents : Lénine, Zinoviev, Kaménev, Staline, Trotsky, Sverdlov, Ouritski, Dzerjinski, Kollontaï, Boubnov, Sokolnikov, Lomov) votait par dix voix contre deux, la préparation immédiate de l'insurrection. Cette préparation était confiée à un Bureau Politique composé de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Staline, Kamenev, Sokolnikov et Boubnov.

Pendant que les rouges cernent le Palais d'Hiver, le Soviet de Pétrograd se réunit. Lénine sort de l'ombre. Lénine et Trotsky annoncent la prise du pouvoir. Les Soviets vont offrir à tous les pays une paix juste ; les traités secrets seront publiés. La première parole de Lénine souligne l'importance de l'union des ouvriers et des paysans, pas encore scellée :

A l'Intérieur de la Russie, l'immense majorité des paysans a dit : « Assez joué avec les capitalistes, nous marchons avec les ouvriers ! » Un décret unique, abolissant la propriété foncière, nous procurera la confiance des paysans. Ils comprendront que leur salut n'est que dans l'union avec les ouvriers. Nous instituerons le contrôle ouvrier de la production... »

Le congrès panrusse des Soviets ne s'ouvre qu'au soir dans la grande salle de fêtes de Smolny, toute blanche, que des lutres énormes inondent de lumière. Cinq cent soixante-deux délégués sont présents ; trois cent quatre-vingt-deux social-démocrates bolchéviks, trente et un sans-partis sympathisant avec les bolchéviks, soixante-dix socialistes-révolutionnaires de gauche, trente-six socialistes révolutionnaires du centre, seize socialistes révolutionnaires de gaute, trois socialistes-révolutionnaires nationaux, quinze social-démocrates internationalistes unis, vingt et un social-démocrates menchéviks partisans de la défense nationale, sept délégués social-démocrates des organisations nationales, cinq anarchistes. Salle bondée, fiévreuse. Le menchévik Dan ouvre le congrès au nom de l'ancien Exécutif panrusse ; le canon tonne sur la Néva tandis qu'on élit le bureau. La résistance du Palais d'Hiver agonise. Kaménev, « joyeux et comme endimanché », remplace Dan à la présidence. Il propose un ordre du jour en trois points : « 1. Organisation du pouvoir ; 2. la guerre et la paix ; 3. l'Assemblée Constituante. » Le début de la séance appartient aux partis de l'opposition menchévik et s.-r. Au nom des premiers, Martov, le leader le plus probe et le plus doué, Martov, dont l'extrême débilité physique semblait manifester malgré son grand courage personnel, la défaillance de l'idée qu'il servait, « Martov, campé, comme de coutume, la main sur la hanche, une main tremblante, exsangue, lui-même tortillé et falot, dodelinant de sa tête ébouriffée, exige qu'une solution pacifique soit apportée au conflit... » Il est bien temps ! Mstislavski prend la parole au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche. Son parti méprisait le gouvernement provisoire, était favorable à la prise du pouvoir par les Soviets, mais avait refusé de se joindre au coup de force. Son discours est tout en nuances. Tout le pouvoir aux Soviets, certes ! d'autant plus qu'il y a fait accompli. Mais qu'on cesse sur l'heure les opérations militaires. Comment délibérer au roulement de la canonnade ? A quoi répartit vivement Trotski : « Qui donc se sent gêné par le son du canon ? Bien au contraire, on n'en travaille que mieux ! »

Le canon fait tinter les vitres. Aux menchéviks et aux s.-r. de droite dénonçant « le crime qui s'accomplit contre la Patrie et la Révolution », voici qu'un marin de l'*Aurore*, apparu à la tribune, va répondre. « Figure de bronze, relate Mstislavsko, geste court frappant sans hésitation, parole qui fend l'air en couteau, droit en avant, tel était cet homme. A peine s'était-il dressé sur la tribune, souple et trapu, carrant sa poitrine velue sous un col ondulant gracieusement autour de sa tête crépue, que toute la salle crépita d'acclamations... — « Le Palais d'Hiver est fini, dit-il. L'*Aurore* tire dessus presque à bout portant. » — « Oh ! » gémit, à ses pieds, le menchévik Abramovitch, égaré, se tordant les mains. « Oh ! » Et, répondant à cette plainte, d'un geste magnanime, mais avec une inimitable désinvolture, l'homme de l'*Aurore* le tranquillisa aussitôt d'un fort chuchotement où tremblait un rire intérieur : — « On tire à blanc. Il n'en faut pas davantage pour les ministres et pour les femmes du bataillon d'élite. » — Tumulte. Les menchéviks de défense nationale et les s.-r. de droite, une soixantaine de délégués, s'en vont « mourir avec le gouvernement provisoire ». Ils n'allèrent pas loin; leur mince cortège, trouvant les rues barrées par les gardes-rouges, se dispersa tout seul...

Tard dans la nuit, les socialistes-révolutionnaires de gauche se décidaient enfin à *suivre* les bolchéviks et à rester au congrès.

Lénine ne monta à la tribune qu'à la séance du lendemain, 26, où furent votés les grands décrets sur la terre, la paix, le contrôle ouvrier de la production. Il apparut, environné d'une immense acclamation. Il en attendit la fin, dévisageant avec calme cette foule victorieuse. Puis il dit simplement, sans un geste, appuyé des deux mains au pupitre, ses larges épaules légèrement penchées vers l'auditoire :

« — Nous commençons à bâtir la société socialiste. »

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

EN CHINE

La délégation d'Amsterdam devant les ouvriers chinois

De Shangaï

Annoncée longtemps à l'avance par des articles de presse, la délégation envoyée par le comité de Paris du congrès mondial contre la guerre impérialiste, pour organiser et prendre part à un Congrès contre la guerre en Extrême-Orient, arriva à Shangaï le 18 août.

En tout, cinq délégués arrivèrent. Ce sont Lord Marley qui était sous-secrétaire pour la guerre dans le gouvernement Mac Donald de 1930-1931 et que se qualifia lui-même comme « l'homme indépendant » de la délégation ; Paul Vaillant-Couturier, rédacteur à « L'Humanité », organe du parti communiste français ; Paul Poupy, membre de la gauche socialiste française ; le Dr Jean Marteaux, social-démocrate Belge et député-maire de Bruxelles ; Gérald Hamilton, du Comité britannique du Congrès Mondial contre la guerre impérialiste.

La délégation fut accueillie par Soong-Ling, veuve de Sun-Yat-Sen, qui a suivi aveuglément les directives de Moscou, et prêta son nom, ses efforts, son prestige personnel à tout ce qui touche au communisme, et qui est de couleur radicale. Ainsi elle figure dans la Ligue anti-impérialiste et fut l'éminente promotrice de la Ligue chinoise des Droits de l'Homme (de courte vie et maintenant défunte) et dans laquelle elle pensait qu'il serait possible d'unir « les libéraux » de toutes nuances pour lutter contre les emprisonnements, la torture, et le meurtre des prisonniers politiques en Chine, communistes y compris.

La veuve du Dr Sun-Yat-Sen a encore apparemment à apprendre que les lutteurs du prolétariat chinois peuvent être sauvés des bourreaux du Kuomimtang seulement par l'action de masse du prolétariat et de ses organisations, et qu'aucune ligue confuse de libéraux ne peuvent se substituer a de telles organisations. De même, la guerre et les dangers de guerre qui sont liés au capitalisme dans la période de l'impérialisme, comme les taches à la peau du léopard, ne peuvent être combattus effectivement que par les ouvriers sous une direction communiste, et ne sont écartés définitivement que par une transformation révolutionnaire du sytème qui les produit.

Ceux qui proclament ou employent comme le font les promoteurs du Congrès auxquels Lord Marley et ses confrères ont été envoyés, que la guerre impérialiste peut être combattue autrement qus par l'action révolutionnaire de masses des ouvriers dont la tâche est de transformer la guerre impérialiste en guerre civile dans une lutte armée pour le pouvoir, répandent des illusions et déçoivent les masses. En vérité, les membres de la délégation les répandent du bout des lèvres, et Lord Marley lui-même avec doute et hésitation.

Mais l'action des masses ne peut être conjurée par des phrases et des discours de Congrès en l'air, prononcés par des personnes de la catégorie de Lord Marley, qui n'a aucune liaison avec les masses, et qui, probablement, trouveront des raisons de choix pour rejoindre les couleurs de leur impérialisme respectif, dans une réelle crise guerrière.

Quels sont les parrains du Congrès contre la guerre de Shangaï ? Les mêmes personnes qui donnèrent naissance au Comité anglo-russe, à l'alliance du parti communiste et du Kuomimtang, à la ligue Anti-Impérialiste et du Congrès Mondial contre la guerre, tenu il y a deux ans à Amsterdam et plus récemment le Congrès anti-fasciste de Paris.

Que ces personnes agissent en accord avec Moscou, c'est suffisamment indiqué par la présence parmi les délégués de Vaillant-Couturier qui, certainement, ne serait pas là sans l'approbation staliniste. Bien sûr, il n'est pas là comme le représentant de l'Internationale Communiste ou même du Parti Communiste Français, (il répudierait vigoureusement une telle charge), mais comme représentant de l'obséquieux Henri Barbusse ; ce bon folliculaire dont les épigones de Moscou ont fait un mauvais politique.

Cependant, nous sommes habitués à ces tours Staliniens. En s'abstenant d'avoir une représentation directe et officielle, le mandarinat de l'Internationale communiste s'assure lui-même contre la critique. Par l'arrivée d'Europe à Shangaï d'une délégation contre la guerre, dirigée par un véritable Lord, en chair et en os, le Stalinisme va un peu plus loin dans l'opportunisme et la politique criminelle de la substitution d'une indescriptible politique de parade au travail véritablement révolutionnaire dans la sphère internationale, un peu plus loin dans la répudiation de l'internationalisme révolutionnaire en pratique qui résulte de la doctrine du « socialisme dans un seul pays. »

Un grand nombre d'ouvriers et d'étudiants appelés par le parti communiste étaient rassemblés au quai, avec musique et bannière, pour recevoir les nouveaux grands amis de Staline. Les conséquences tragiques pour les travailleurs chinois, qu'entraînèrent les précédentes amitiés de Staline, d'abord avec Shang-Kai-Steck et ensuite avec Wang-Ting-Wei ne semblent avoir laissé aucune trace dans la conscience des communistes locaux. Ainsi, il fut possible à Lord Marley d'être accueilli par des ouvriers et des étudiants à l'appel du parti communiste.

Les fatales erreurs commises par les Staliniens en Chine, et qui y sont poursuivies, sont transportées dans toutes les sphères. Lord Marley, récemment Ministre de la Guerre, dans des gouvernements impérialistes des plus rapaces, flirte avec les ouvriers chinois, parce que les Staliniens paradent avec lui, comme avec beaucoup d'autres du même acabit, comme avec un parfait adversaire de la guerre impérialiste. Ainsi, la plus grande confusion est encore répandue au milieu de la confusion et de la désorientation déjà grande du parti communiste chinois.

Les Staliniens préparent de nouveaux crimes contre la classe ouvrière.

(Suite dans le prochain numéro)

A CUBA

Où en est la révolution ?

De l'incohérence des dépêches d'agences, il semble impossible de tirer d'autres conclusions sur la situation que la confusion et le trouble dans lesquels se trouve le Gouvernement.

Le Gouvernement erre, il hésite, sent son incapacité organique; il voudrait frapper, frappe, mais, pour 3 jours après, libérer les grévistes arrêtés. Batista a l'armée sans l'avoir. San Martin démissionne sans démissionner. Les coteries, les factions dans la bourgeoisie semblent être beaucoup moins des oppositions de couches qu'une incapacité générale, pour l'instant tout au moins, pour cette classe, de « rétablir l'ordre », c'est-à-dire de procéder à cette répression froide, farouche de bœuf noir nécessaire pour saigner le prolétariat pendant un temps.

D'un point de vue historique général, San Martin doit être et ne peut être que le dernier Gouvernement bourgeois ou le gouvernement qui prévient le renforcement décisif de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'écrasement du prolétariat. En un mot, dans une voie ou dans l'autre, après San Martin, la situation doit se retourner.

Cette appréciation doit amener le prolétariat à choisir entre le combat ou la fusillade. Pour des révolutionnaires, la voie est toute indiquée.

Pour apprécier justement l'état des forces en présence, une analyse serrée du développement sera nécessaire. Mais les informations nous manquent.

Une constatation préalable s'impose. Le mouvement de grèves, parti des plantations et qui devait même aller jusqu'à l'occupation des entreprises, après avoir traversé les quelques mines de cuivre que Cuba possède, a entraîné les villes (grève des boulangers, des porteurs de lait, des typos, etc.).

Le fait de voir le prolétariat agricole prendre le pas sur le prolétariat urbain est en soi asles confère au prolétariat urbain un caractère « plus prolétarien », si l'on peut s'exprimer ainsi, du premier sur le dernier. En effet, l'inexistence de grandes entreprises industrielles confère au prolétariat urbain au caractère quelque peu artisanal. Ce fait illustre assez bien l'ampleur et l'importance de la grève des boulangers. On sait quelle importance occupe ce corps dans les pays pauvres et retardataires; en 1871, l'action des boulangers de Paris pendant la « Commune » est légendaire, plus près de nous, les grèves soutenues héroïquement l'an dernier par les boulangers d'Athènes sont le reflet d'un phénomène similaire.

Ce mouvement urbain de grèves a d'ailleurs pris une extension et est d'une grande vigueur (libération des grévistes arrêtés); des grèves générales presque unanimement suivies dans des provinces entières (Orente, Confuegos, Santiago, etc.), montrent l'ardeur des travailleurs.

Les forces du prolétariat sont donc énormes. Mais de lourdes tares organisationnelles et idéo-
Mais de lourdes tares organisationnelles et idéologiques les affaiblissement d'une manière dangereuse. La jeunesse du mouvement ouvrier dans ce pas n'est pas une raison suffisante pour l'expliquer. Il faut y voir là davantage un effet de l'anarcho-syndicalisme et du stalinisme.

En effet, si un état de dualité de pouvoir existe, les attributs nouveaux de cet état n'existent que dans une forme inférieure. Pas de soviets, pas de milice ouvrière. Quelques conseils d'entreprises isolées seulement. Donc, pas de remède au déséquilibre entre les mouvements des campagnes et des villes.

Sans tomber dans le schéma qui consiste à croire qu'un état de dualité de pouvoir, pour amener la victoire du prolétariat, doit passer par les soviets, nous voyons que des types organisationnels, tels que des fédérations, des conseils d'entreprises, ou même des syndicats peuvent assurer la liaison et le rassemblement du prolétariat dans une période antérieure à la prise du pouvoir. Mais encore faut-il que ces organisations existent. Or, il n'en est malheureusement rien. Il n'y a pas eu, à notre connaissance, de congrès des conseils d'entreprises. La grève des chemins de fer a prouvé que les syndicats ne sont pas dans l'état actuel, à Cuba, des organismes de front unique.

Ce sont là les plus gros défauts de la cuirasse prolétarienne. Quant aux partis révolutionnaires, nous n'avons guère de renseignements.

Pour la bourgeoisie, il faut ajouter que les difficultés actuelles pour opérer la concentration peuvent être écartées d'un moment à l'autre par un apport de forces qui peut prendre la forme d'un débarquement américain. Les bandes armées de lumpen et d'étudiant, réactionnaires de Mandieta semblent se renforcer et s'organiser.

L'arme principale de répression : l'armée échappe à la bourgeoisie. Batista a perdu toute l'autorité initiale qu'il avait sur elle. Déjà, la manière dont les soldats ont tranché devant ses efforts temporisateurs dans la lutte contre les officiers machadistes le laissait percevoir. Ses tentatives pour reconstituer l'appareil militaire détruit dès le début ont échoué dans les régions où sin influence n'était pas directe.

De ce tableau où nous avons essayé de rassembler les renseignements épars fournis par la presse, des conclusions précises ne peuvent être tirées : la seule conclusion est dans l'issue de la lutte qu'il va falloir engager.

Il se peut que le prolétariat cubain sorte victorieux de cette lutte et prenne le pouvoir, mais malheureusement une défaite n'est non seulement pas exclue, mais tout à fait possible. Nous pensons cependant que, même sur 1905, c'est une victoire. Nous ne nous proposons pas pour l'instant, de rechercher la portée de cette épisode capital. Mais nous devons penser à poser les problèmes de la Révolution américaine. Sous un jour nouveau et actuel les perspectives dirigeront une part importante de la stratégie dont la tâche incombe à la Quatrième Internationale.

ELIE.

EN INDOCHINE

Le communisme se réorganise

Dans son dernier discours au Conseil Colonial, *Jean Kraulheimer*, le tortionnaire de Sarraut-le-petit, prêcha « *la calme confiance que nous devons tous avoir en une très prochaine amélioration de la situation générale* ». Mais voici les faits qu'il cite lui-même pour se démentir : « *Peu après les planteurs de caoutchouc, et même presque simultanément, d'autres travailleurs de la terre, les riziculteurs, ont été durement frappés... Une récolte déficitaire, une diminution anormale de la consommation, une dépréciation excessive des cours frappent le producteur dans ses facultés d'achat, épuisent ses économies, lui imposent des restrictions dans ses efforts ou le poussent à emprunter au-delà de ses possibilités* ». S'agit-il des commerçants ? « *Alors, tous ceux que l'on peut désigner sous le terme générique de commerçants voient leurs magasins bourrés de marchandises abandonnées par les acheteurs, tandis que des échéances à court terme, à trois ou six mois selon les usages, s'annoncent impératives avec l'angoisse d'un dépôt, de bilan et d'une déclaration de faillite* ».

Ce ne sont pas là des paroles des « bandits communistes » ni des « partis de désordre et de faillite », mais bien celles de *Krautheimer*.

En face d'une situation de crise aggravée, qui est loin de s'améliorer, malgré une certaine stabilisation actuelle de l'économie mondiale, les Michelin, les Fontaine, s'ils font déplacer de l'Indochine une partie de leurs capitaux, parce qu'ils ne les trouvent pas assez rémunérateurs, ne consentent jamais à « *évacuer pacifiquement la colonie* », comme le dirait le bon apôtre Blum. Ils pratiquent purement et simplement la spoliation en règle des paysans et des ouvriers indochinois.

La confiscation des biens des paysans, la journée illimitée de travail, les salaires « *d'un bol de riz* », les impôts, ce sont là les quelques moyens classiques par lesquels les requins impérialistes entendent « *civiliser* » le peuple indochinois. « *Voilà une affaire douloureuse qui s'est déroulé à Goairieng où l'on peut voir que l'on n'a rien négligé pour faire rentrer les impôts... on charge de cette mission les miliciens* ». Cette accusation est tirée d'un journal impérialiste « *la Presse indochinoise* », du 17 septembre. Et quand le « *nhà quê* » la plupart du temps chômeur et ayant à sa charge toute la famille, ne pouvant payer sa carte, s'enfuit devant le milicien, que fait-on ? « *On le tue* », répond notre accusateur impérialiste. Que devient l'assassin alors ? « *Cependant la cour pleine d'indulgence*, ajoute le même journal comme pour se faire justice, *condamne le milicien assassin à 2 ans de prison avec sursis. Le juge d'instruction n'a pas instruit dans l'esprit d'information, mais dans celui d'accusation* ».

Après cela, Sarraut et à sa suite, toute la valetaille de la seconde catégorie exigent que les « *services de sécurité suivent les intrigues et se tiennent prêts à juguler toute tentative de contrainte et de violence contre la tranquilité publique* » et à pratiquer la politique du « *Le Communisme, voilà l'ennemi* ».

Dans le même esprit d'extermination du communisme, le tribunal correctionnel de Saïgon vient d'envoyer au bagne 64 communistes. Mais quoi ? *Pasquier* et *Krautheimer* disaient et disent encore que les « *paysans et les citadins ont manifesté leur désir de travailler dans l'ordre et la paix, que partout on a pu, constater une collaboration étroite et même affectueuse dans le développement des œuvres d'aide mutuelle...* ». La réalité, c'est que, malgré et après la répression féroce de 1930-31-32, les paysans et les ouvriers indochinois sous les coups de l'exploitation forcenée, redoublée des impérialistes et des propriétaires fonciers, commencent à se réorganiser, à reconstruire leur parti de classe et cela d'autant plus rapidement que l'exploitation garder encore le caractère féodalo-capitaliste.

L'*Opinion*, encore un autre journal impérialiste, en témoigne : « *Après la répression de 1930, le Parti communiste fut réorganisé en Cochinchine... les ouvriers, désemparés de se trouver seuls devant leur ignorance, eurent recours à la « lumière » des chefs qui étaient en prison. Ils réussirent à communiquer avec ces derniers, grâce à la complicité d'un infirmier de la prison...* ». Dans ces pénibles et salutaires tentatives de reconstruction du mouvement révolutionnaire, les idées des bolcheviks-léninistes ne sont pas méconnues de l'ennemi. Le même journal parla « *d'un parti révolutionnaire formé par des étudiants, retour de France et qui prétendaient appliquer les doctrines de Trotsky* ». Ceci soit dit à l'adresse des bureaucrates staliniens qui continuent, devant l'évidence, à accuser nos camarades, d'être les « *glorieux martyrs de leur mission contrerévolutionnaire* ».

Dans cette « *grosse affaire communiste* », le Comité exécutif provisoire, la commission d'organisation de Saïgon, une cellule de cuisiniers et de valets de chambre, une cellule de coolis pousse, une cellule d'ouvriers de l'usine Binh-Tay, une section syndicale de Cholon, ont été, parce que représentatifs de la volonté des exploités, liquidés par la « *Justice* ».

La meilleurs façon de soutenir le mouvement révolutionnaire indochinois; de frapper la politique du « *Communisme, voilà l'ennemi* », de *Sarraut*, dont le rejeton idéologique est *Krautheimer*, l'homme du « *Soyez forts pour triompher* », c'est de participer avec toutes nos organisations de classe à la délégation ouvrière en indochine. Les staliniens entendent par leur carence sectaire, retenir cette délégation sous leur emprise bureaucratique. La Ligue communiste entend avec vous, faire de cette délégation une expression vivante, consciente de la classe ouvrière française par un front unique de toutes ses organisations politiques et syndicales.

Camarades, exigez que vos organisations participent à cette action.

LA BELGIQUE APRÈS LES PLEINS POUVOIRS

La menace fasciste : les Verdinasos

Nos camarades belges viennent de publier dans la Voix Communiste *une importante étude sur la situation en Belgique après les pleins pouvoirs. Nous en détachons ce premier fragment qui constitue l'analyse du mouvement fasciste des Verdinasos tant pour l'information qu'il présente sur l'analyse de la situation belge que pour les enseignements qu'il apporte aux travailleurs français sur la naissance d'un mouvement fasciste.*

LA MENACE FASCISTE

Le déroulement des événements et la réussite de l'opération des pleins pouvoirs devait évidemment avoir pour conséquence un renforcement des noyaux fascistes et un élargissement de son influence sur sa base sociale : les couches petites-bourgeoises et les classes moyennes.

Comme les travailleurs, la petite bourgeoisie n'a pas été épargnée dans la distribution des décrets-lois pendant la période des pleins pouvoir. Différentes taxes sont venues alourdir les budgets des couches les plus pauvres de la bourgeoisie. Les nouveaux impôts ont non seulement pour effet de soutirer de l'argent de ces couches, mais prennent un caractère nettement vexatoire. Les modalités de perception de la nouvelle taxe sur les « billards russes » sont particulièrement à signaler à ce sujet. Dès lors il n'est nullement étonnant que ces couches se mettent à bouger. De tous les points du pays partent des protestations. Une amosphère est ainsi créée qui permet la naissance et l'éclosion d'organisations telles que la « Burgerkreig » dans les Flandres et la « Lutte bourgeoise » en Wallonnie. Ces organisations ne prennent pas ouvertement le caractère fasciste, mais des militants fascistes y déploient une grande activité, y trouvent un terrain favorable pour la propagation de leur idéologie, de « l'Etat fort » et du corporatisme.

NOYAU FASCISTE : LE VERDINASO

Le Verdinaso constitue incontestablement le noyau fasciste le plus conséquent que nous connaissions actuellement en Belgique. C'est ce mouvement que la classe ouvrière doit promptement combattre si elle ne veut pas le voir se développer et devenir un danger mortel.

Où trouve-t-il son origine ? D'abord, comme tous les autres mouvements fascistes, dans l'époque de dégénérescence et de trouble que nous vivons, époque caractérisée par le fait que les facteurs *subjectifs* (conscience de classe développée, existence d'un véritable parti communiste, c'est-à-dire d'une direction politique prolétarienne clairvoyante et trempée) sont en retard sur une situation *objective* (développement du machinisme, concentration et centralisation industrielle, approfondissement des contradictions internes du capitalisme) totalement mûre pour la révolution prolétarienne. Ensuite dans la dégénérescence et le morcellement du mouvement nationaliste flamand.

Ce mouvement (frontisme) qui après la guerre prit des positions radicales contre l'Etat belge s'est effrité depuis dans la galère du parlementarisme. Plusieurs courants s'entre-déchirèrent dans son sein : partisans de l'application des méthodes révolutionnaires et partisans des méthodes parlementaires. Sur la question du but à atteindre il y eut également plusieurs tendances : les partisans de la création d'une Grande Néerlande, ceux de la création d'une Flandre indépendante et, d'autre part, les partisans d'une Flandre autonome dans le cadre de l'Etat belge. Au moment de la montée électorale du parti frontiste, une foule de politiciens ambitieux vinrent y jeter la désillusion et accélérèrent le processus de dégénérescence, c'était l'incapacité pour ce mouvement culturel de résoudre les problèmes sociaux et les contradictions de classe qui devaient inévitablement se manifester dans son sein.

C'est dans une telle situation qu'un certain Van Severen se mit à propager les idées national-socialistes et la conception d'un « Etat fort » marquant ainsi sa volonté de « résoudre » les problèmes sociaux par l'instauration du régime fasciste. Ses tentatives restèrent longtemps infructueuses. Ce n'est qu'au fur et à mesure que le mouvement frontiste dégénéra en scissions et en déchirements qu'il parvint à rallier autour de lui, avec le poète Wies Moens, quelques jeunes recrues. En octobre 1931, il créa l'union des National-Socialistes Thiois (Verbond der Dietsche National-Solidaristen). — (Le « pays thiois » est celui qui comprendrait les Flandres et la Hollande).

Quels sont les buts que se pose le Verdinaso ? Nous citons d'après son programme :

« Le Verdinaso veut faire revivre la Communauté thioise qui se trouve actuellement déchirée (Hollande-Flandre). Il veut en faire une nation forte et en vue de cela se propose de créer un Etat puissant. Il veut que l'Etat thiois dispose d'une autorité inébranlable pour remplir sa tâche : a) protection intérieure et extérieure de la nation thioise ; b) création et maintien de l'ordre et du droit au sein de la Nation ; c) défense des intérêts généraux, tant moraux que matériels, du peuple thiois. »

En vue de ce but, il se propose de **détruire le système libéral et la démocratie parlementaire**, qui au travers d'un semblant de souveraineté populaire, trompent le peuple et le livrent aux puissances de l'argent. — Il se propose de **supprimer tous les partis politiques.**

« Sur le terrain économique et social, il se propose de constituer : a) **une solidarité organique entre exploiteurs et exploités** ; b) une solidarité organique entre toutes les corporations et métiers, pour le bien de la Nation et sous la souveraineté de l'Etat. »

« Le Verdinaso veut créer l'ordre dans la vie économique et sociale par l'**organisation du système corporatiste.** Il veut libérer ainsi l'ensemble de la vie économique des griffes de la finance. »

L'article du programme qui a trait à la propriété privée est particulièrement caractéristique. Citant l'affirmation, mi-fausse, mi-juste, de Proud'hon : « La propriété c'est le vol », il lui oppose la formule : **La propriété doit être au service de l'Etat.** De là il tire la conclusion que l'Etat thiois doit **s'opposer énergiquement à toute expropriation et socialisation.**

Particulièrement significatives aussi sont les perspectives au sujet des colonies. S'appuyant sur le fait que l'impérialisme anglais exploite aujourd'hui les Indes et la bourgeoisie belge le Congo, le Verdinaso inscrit dans son programme, en futur héritier, qu'il aura **à garder sous sa protection les populations coloniales.** Il déclare en outre vouloir favoriser les peuples coloniaux par l'administration de ces pays à l'aide d'une **force intelligence.** Dans ce but... la Nation thioise devra se procurer **une armée de terre et une flotte de guerre puissantes.** Tout cela sous le signe de la religion chrétienne et « sous la protection du Christ ».

Voilà brièvement résumé le programme du Verdinaso. Ce mouvement s'appuie incontestablement sur les mêmes caractéristiques sociales que les régimes mussolinien et hitlérien. Dans les formes et dans les termes il y a certes quelque différence, mais le fond est identique : instauration d'une dictature fasciste qui a pour but essentiel d'empêcher la révolution sociale, l'expropriation des moyens de production et l'établissement d'une société nouvelle.

Pour le moment le noyau des Dinasos se tient en position défensive. Il s'en tient strictement à une propagande très active dans les milieux de la jeunesse universitaire et parmi la jeunesse paysanne de Flandre, et noyaute non moins activement le mouvement nationaliste-flamand. Tout récemment encore, la fraction de nationalistes flamands dirigée par Staf De Clercq vient de se rallier publiquement aux conceptions national-solidaristes.

Une des préoccupations principales du Verdinaso est la création de formations militaires, qui sont basées sur une discipline de fer. Les exercices rigoureux auxquels elles sont astreintes témoignent de l'intention de préparer les cadres dirigeants des futurs bandes de mercenaires assassins qui serviront à terroriser le prolétariat, détruire les partis et syndicats. En un mot, les formations militaires du Verdinaso sont entraînées et préparées au rôle qu'ont joué en Allemagne les troupes d'assaut de Hitler.

Actuellement, le Verdinaso ne se livre à aucune attaque directe contre les organisations ouvrières. En cela ses dirigeants font preuve encore de qualités à la fois « psychologiques » et stratégiques : ils veulent créer d'abord parmi leurs adhérents et sympathisants, au besoin à l'aide de « martyrs », une atmosphère de dévouement absolu et de solide sympathie.

La presse dinaso parle un langage de force. Les chants et la phraséologie dont est entouré ce mouvement sont de nature à inspirer la « foi » aveugle, nécessaire au fascisme. Le poète Wies Moens s'est parfaitement adapté à son nouveau rôle, on ne peut lui nier la qualité de connaître et d'exploiter très habilement l'âme du peuple flamand qui dans ces derniers siècles a subi le joug de plusieurs impérialismes. Tout cela est aménagé par Verdinaso de façon à créer autour de lui une espèce de mystique de la « libération du peuple flamand ».

Ces quelques explications étaient nécessaires, car il ne s'agit pas seulement de combattre le fascisme par la force physique, mais également de connaître l'ennemi, de s'armer idéologiquement afin de pouvoir réagir contre la pénétration du fascisme. Il importe aux travailleurs de connaître non seulement le but du fascisme, mais aussi les moyens qu'il emploie pour implanter sa phraséologie et finalement arriver à ses fins.

Ce qui pour les dinasos est une arme tranchante dont ils se servent très adroitement, c'est l'exploitation de l'état de corruption générale du parlementarisme et **des cadres dirigeants des grandes organisations ouvrières.** Ils sont à l'affût des scandales qui de temps en temps éclatent dans ces milieux pourris, les dénoncent et prennent figure ainsi de « défenseurs des ouvriers et de petits bourgeois lésés ». La dégénérescence des partis et de l'Internationale Communiste ne leur échappe pas. Sur ce terrain, ils savent utiliser les moindres faiblesses... **Ils spéculent sur la lâcheté et la veulerie des chefs** des partis politiques en général, et en particulier de ceux des partis qui se réclament du marxisme. **Le Peuple** et autres journaux social-démocrates ont soin de passer sous silence ce côté de l'agitation et de la propagande dinaso.

METHODE DE « LUTTE » DES PLUMITIFS DU « PEUPLE »

Dans plusieurs villes flamantes et à Bruxelles viennent de s'ouvrir ces derniers temps des « maisons » verdinaso. Instinctivement des milliers de travailleurs se sont portés sur ces lieux pour montrer qu'ils sont prêts à se défendre contre le fascisme. Partout les travailleurs se sont heurtés aux forces répressives de la bourgeoisie défendant la « liberté » des bandes dinasos de provoquer la classe ouvrière.

Les moyens qu'emploient les chefs réformistes pour « combattre » les dinasos (tripatouillages avec les propriétaires de la maison louée au Verdinaso dans le but de faire résilier le bail, publication dans leur presse de la lettre d'un avocat super-patriote dénonçant Van Severen comme « traître à la patrie », etc...) sont la démonstration vivante de l'incapacité et de la « frousse » qui règne dans les cadres dirigeants du PCB. Les grands ténors réformistes n'osent et ne peuvent conseiller aux masses d'user de l'action directe ni préconiser la préparation armée pour la résistance contre le fascisme. Coincés entre les deux branches d'une tenaille qui se serre toujours le développement du fascisme et d'action directe des masses, ils montrent par là leur vrai visage de vieille femme larmoyante.

Les travailleurs doivent savoir que la lutte contre le fascisme est une lutte à mener sur plusieurs fronts : d'une part lutte contre le capitalisme et d'autre part lutte contre les chefs traîtres et lâches à l'heure de l'action.

UNE COLLABORATION EST-ELLE POSSIBLE ENTRE LE FASCISME FLAMAND ET LE FASCISME WALLON ?

C'est là une question qui retiendra de plus en plus l'attention des militants révolutionnaires. Les dinasos, se présentent comme les adversaires de l'impérialisme français et du belgicisme, rencontrent une certaine hostilité de la part de la bourgeoisie belgiciste. Plusieurs journaux bourgeois, y compris la feuille de la « Légion Nationale », exigent en ce moment la dissolution des formations dinasos. Pour eux ce sont des anti-belges, des séparatistes, et par conséquent des « ennemis de la patrie ».

Mais ce n'est assurément pas sur ce critère qu'il faudra s'appuyer pour examiner les possibilités d'une union entre les différentes tendances du fascisme en Belgique. C'est sur un critère de classe qu'il faut se baser.

Moins l'action du prolétariat de Belgique constituera une menace directe pour les privilèges et le régime bourgeois, moins il y aura de possibilités d'entente entre les dinasos et les fascistes partisans de « l'unité belge ». Au contraire, si le prolétariat devient une menace sérieuse, s'il tend vers la prise du pouvoir, l'unité du fascisme flamand et belge ». Au contraire, si le prolétariat devient une menace sérieuse s'il tend vers la prise du pouvoir, l'unité du fascisme flamand et belge se réalisera de toute évidence.

A l'heure présente le gouvernement « démocratique » réactionnaire subit la loi de l'oligarchie financière. Le pouvoir réel se trouve aux mains de la Société Générale et de la Banque de Bruxelles, de par leur contrôle sur presque l'ensemble de la vie économique belge. Cette puissance qui détient en maître les leviers économiques de la Flandre et de la Wallonnie est précisément le plus grand adversaire du séparatisme : jamais elle n'admettra volontairement le tracé d'une frontière divisant son domaine d'exploitation.

Mais en cas de danger cette puissance n'hésitera pas à faire appel aux dinasos, tout comme la bourgeoisie française n'hésita pas, en 1870, à faire appel aux troupes prussiennes pour mâter la Commune.

LA VIE OUVRIÈRE

Les Dockers de Dunkerque poursuivent la lutte

Depuis plus d'un mois, les dockers tiennent tête aux patrons. La volonté de ceux-ci de les réduire par le lock-out s'est jusqu'à présent brisée contre la combativtié des dockers de Dunkerque.

Bien que la grande presse fasse le silence sur ce conflit, il est d'une grande importance pour tous les travailleurs menacés dans leurs conditions de vie par l'offensive capitaliste. La résistance opposée à Dunkerque arrête certainement le développement de l'attaque contre les salaires sur d'autres fronts. Un échec patronal à Dunkerque aurait de grosses répercussions.

Nous avons déjà plusieurs fois apporté nos propositions : réalisation d'un front unique, élargissement du conflit, sa transformation en une grève dans les autres ports. Nous avons montré combien l'unité syndicale s'avérait indispensable à la lumière d'une telle bataille.

Où en sont les choses ? La proposition d'une grève de 24 heures est adressée aux dockers de tous les ports de France. Cette proposition doit être soutenue et réalisée. Mais telle qu'elle nous paraît formulée, nous sommes assez inquiets de l'écho qu'elle rencontrera. Car elle est adressée par-dessus la tête de toutes les organisations existantes qui groupent la plupart des dockers.

Aux luttes de tendance, ont fait place des luttes de boutiques entre bureaucrates. On vise moins à aider les travailleurs qu'à démolir le bureaucrate concurrent. Un triste exemple nous en est fourni dans les lettres du secrétaire de la Fédération confédérée des Ports et Docks, Lorriot. Que dit-il pour justifier son rôle dans les ports voisins ? Nous rendons la pareille à vos dirigeants, déclare-t-il aux dockers de Dunkerque ; ils se sont conduits jadis contre nous comme des dégoûtants ; nous leur rendons la monnaie de leur pièce. Et, ajoute-t-il en démasquant ses batteries, j'espère que vous verrez clair et, dans ces conditions, nous pourrons fort bien nous entendre.

La préoccupation des intérêts de la classe ouvrière, on n'en trouve pas trace. Ce Lorriot peut se permettre une telle attitude parce que la politique unitaire lui en donne la possibilité. S'il était placé en face de propositions formelles d'unité de front si la C.G.T.U. et la Fédération unitaire des Ports et Docks travaillaient en commun, si elles mettaient la C.G.T., devant ses responsabilités, le secrétaire confédéré serait obligé de tenir un autre langage et surtout, les propositions unitaires trouveraient un autre accueil auprès des travailleurs réformistes. Mais au contraire la direction confédérale dirige tous ses efforts contre la direction de sa propre Fédération des Ports et Docks qui apparaît de plus en plus dans le lock-out comme « sa principale ennemie ». Dans ces conditions que devient l'intérêt des dockers lock-outés ? Que va devenir le syndicat ?

Encore une fois, nous disons : pour soutenir les dockers de Dunkerque, il faut non seulement apporter sa souscription de solidarité, il faut s'inquiéter de la politique suivie. Celle-ci ne doit pas être l'apanage d'une quelconque commission des grèves qui, après la défaite, recherche un bouc émissaire. Il faut, dans la bataille, savoir manier ses armes pour triompher.

DANS LA C.G.T.U.

En face des mesures scissionnistes

Nous avons dénoncé les mesures scissionnistes des fractions dans l'organisation qu'ils dirigent, en particulier en ce qui concerne la Fédération de l'Enseignement et le syndicat des Bateliers. Naturellement, ni dans l'*Humanité*, ni même dans la *Vie Ouvrière* la direction confédérale affiche ses intentions. Elle se contente de réaliser ses projets dans l'ombre. Les choses sont seulement mises en train pour l'Enseignement; chez les Bateliers, elles sont par contre très avancées.

DANS L'ENSEIGNEMENT

Nous avons posé la question : que va faire la direction de la Fédération de l'Enseignement ? Il y a plus de 15 jours que la *Vie Ouvrière* a publié une circulaire aux unions locales et régionales donnant en fait des directives pour construire une nouvelle Fédération. Jusqu'à présent, nous n'avons pas trouvé un mot à ce sujet dans l'*Ecole Emancipée*, organe de la Fédération. Dans le Bulletin de fraction édité par la majorité fédérale, on peut constater que cette circulaire n'est pas passée inaperçue. Toutefois, il semble que les camarades de la direction fédérale ne l'aient pas estimée à sa juste valeur. On lui accorde une courte note sur un ton mi-plaisant mi-sérieux dans laquelle on ne tire aucune conclusion, et on ne fait appel à aucune action. D'ailleurs tout le numéro de ce Bulletin semble ne prendre qu'à la blague la fraction de la direction confédérale. Que les partisans de Monmousseau et de Gitton dans la Fédération de l'Enseignement soient, Bouthonnier en tête, des gens qui, en soi, ne sont pas dignes d'être pris au sérieux, c'est généralement juste. Mais il ne s'agit pas de celui-ci ou d'un autre. La majorité de la Fédération de l'Enseignement est le siège d'une attaque politique ; on veut la désagréger, la chasser de la C. G. T. U. Pour triompher des périls, il faut mener une lutte politique vigoureuse, claire, ardente. Le silence ou tout au plus l'ironie travailleront par les stalinistes.

CHEZ LES BATELIERS

Pratiquement la rupture entre le syndicat des Bateliers et la C. G. T. U. s'accomplit. Celle-ci a constitué son syndicat de la Remonte. Qu'il ne vive que durant quelques semaines, qu'il n'ait aucune capacité de défense des intérêts des Bateliers, qu'il nuise au développement du syndicat des Bateliers vieux de plusieurs années, combatif, peu importe aux bureaucrates de la Grange-aux-Belles : ça fera un syndicat minoritaire de moins dans la C. G. T. U. Et par suite des congrès, encore plus unanimes.

Le syndicat des Bateliers semble ne pas devoir insister pour rester dans la C. G. T. U. Ses militants sont occupés à réaliser les avantages tirés de la grève, à organiser les bateliers qui ont participé au mouvement et, se heurtant dans ce travail, aux délégués de la C. G. T. U., ils agissent comme si ceux-ci n'étaient pas de la même organisation. Les rapports d'organisation sont encore troubles mais il est vraisemblable que d'ici ils seront tranchés dans le sens de la rupture.

Il est absolument nécessaire d'alerter tous les syndiqués unitaires. Les dirigeants de la C. G. T. U. la mènent définitivement à la ruine et portent un coup dangereux au mouvement révolutionnaire.

UN FIEFFÉ MENSONGE

La Vie Ouvrière *est devenue depuis le congrès d'Huyghens, l'organe officiel de la C. G. T. U. Mais cela n'a impliqué nul changement. La direction staliniste de la C. G. T. U. continue à y déverser ses phrases vides, ses balivernes, ses vantardises et ses mensonges.*

Elle a éprouvé le besoin de donner aux militants unitaires des arguments pour combattre la C. G. T. réformiste; elle en a fait un supplément d'un récent numéro de la Vie Ouvrière. *Il y a évidemment beaucoup à dire sur le compte de la politique des Jouhaux et Cie; il est singulièrement facile de montrer lur travail au service de la bourgeoisie. Mais pourquoi faut-il que les Stalinistes prennent des arguments qui se retournent contre eux.*

Jouhaux s'est livré à des exclusions de la C. G. T. pour délit de tendance. Il lui arrive de faire encore aujourd'hui en petit ce qu'il a fait en grand en 1921 : dès qu'il peut frapper le courant révolutionnaire, ce laquais du capitalisme s'empresse de le faire. Le dénoncer comme un scissionniste est une besogne indispensable.

Mais si les stalinistes dénoncent les mesures d'exclusion de Jouhaux, c'est non dans le but de s'opposer à ce qui empêcherait et compromettrait le rétablissement de l'unité syndicale, mais pour défendre la nécessité de l'existence des syndicats à eux. Et pour attirer les travailleurs, les Stalinistes se montrent généreux. Dans les « Arguments » *annexés à la* Vie Ouvrière, *on peut lire (pages 7 et 8) :*

« Mieux dans les rangs même de la C. G. T., de vieux militants, des organisations mêmes sont exclues pour délit de tendances, alors qu'aucun fait semblable ne se produit ni ne peut se produire dans la C. G. T. U. accusée cependant de sectarisme. »

La dernière partie de cette phrase n'est qu'un fieffé mensonge de la bureaucratie staliniste.

N'a-t-elle pas exclu cinq syndiqués du Bâtiment général de la Seine, cinq travailleurs hongrois dont le crime consistait à avoir critiqué la politique de l'I. S. R. et de la C. G. T. U. ?

N'a-t-elle pas exclu ces camarades, malgré l'opposition manifestée par la majorité des travailleurs syndiqués de langue hongroise ? N'a-elle pas étouffé au congrès la protestation des exclus comme de leurs camarades ?

Et aujourd'hui que prépare-t-elle vis-à-vis des syndicats minoritaires ? Pourquoi prépare-t-elle une nouvelle Fédération de l'Enseignement ? Pourquoi a-t-elle créé un nouveau syndicat des Bateliers ? Quel autre délit ont commis ces organisations, sinon un délit de tendance ?

Tant qu'elle donnera des « arguments » de ce genre à ses militants, la direction staliniste de la C. G. T. U. ne les aidera pas beaucoup et elle ne travaillera qu'à désagréger plus profondément les rangs de celle-ci.

ÉLECTIONS MUNICIPALES DANS LE 17e

Election municipale dans le 17e : Au Comité de Rayon Reynier *met à l'ordre du jour la question du front unique avec la section S. F. I. O. Bien qu'un désistement du candidat du P. C. ne soit même pas à envisager (le P. C. recueillant dans les 3.000 voix et le parti socialiste dans les 600),* Reynier *expose qu'en principe le candidat du P. C. (bien entendu si le nombre de ses voix est inférieur à celui du S. F. I. O.) peut se désister pour le candidat du parti socialiste si un front unique concret a été réalisé : lutte contre la guerre, fascisme, etc.*

On discute, les membres du Comité de Rayon (une douzaine) donnent leur avis... Costes, *candidat du P. C., est là debout impassible. Soudain il éclate : il va exprimer d'un organe puissant mais d'un ton parfois grossier* « l'opinion du Comité Central ». « Avant le premier tour, *dit-il*, c'est comme à la belote (*sic*) je ne montre pas mon jeu à l'adversaire et si on me demande ce que je compte faire au 2e tour, je réponds : je n'en sais rien. Au 2e tour, à part des circonstances tout à fait exceptionnelles (?) le candidat du P. C. ne se désistera en aucun cas pour le candidat officiel du Parti Socialiste mais pour un ouvrier socialiste qui reniera son parti. »

Air connu. Ce qui est moins connu, c'est l'attitude des membres du Comité de Rayon à l'énoncé de cette tactique dont ils ont dû cependant expérimenter depuis longtemps la justesse. Ils ont l'air de dire : « Et ça continue... ». *Ils sont atterrés. Pas un mot d'approbation, rien. Deux camarades osent même se dresser contre* Costes *et exiger carrément qu'il explique la tactique de désistement du P. C. avant le premier tour. Sur la tactique en elle-même bouches cousues.*

Et Costes *continue...* « On ne va pas pourtant recommencer comme en Allemagne » (*pourquoi pas, au fait, puisque la ligne fut juste avant, pendant, après toujours*)... *Encore quelques coups de gueule, le rire hystérique approbateur d'une 100 0/0, le silence obstiné et hostile d'un Rayon dans sa quasi unanimité* (10 *sur* 12 *environ puis* Reynier *déclare :* « En somme, on est tout de même d'accord sur un certain nombre de points ». *Un silence,* 2 *ou* 3 *protestations... Alors* Costes *décide une nouvelle réunion du Comité de Rayon avec présence du secrétaire de la Région Paris-Ville.*

Qui osera l'ouvrir alors et mettre en cause non pas seulement Costes *qui n'est rien, mais comme le disait une camarade :* « toute la politique de l'I. C. », *puisque c'est bien d'elle qu'il s'agit ?*

LILLE

Le Mouvement des Fonctionnaires

La Bourse du Travail confédérée de Lille à la veille du Congrès de l'U.D. Confédérée du Nord avait décidé d'organiser une manifestation le samedi 28 octobre, dans le but de répondre aux tentatives de Daladier, de baisser les traitements des fonctionnaires. Cette manifestation revêtit une certaine ampleur; 5.000 manifestants y ont participé avec une certaine vigueur et pleins d'enthousiasme. A la Bourse du Travail Confédérée, des hauts-parleurs étaient installés dans la rue et au meeting où partèrent **Courrières**, de la F. P. Confédérée ; **Chevalme**, pour la C. G. T. et **Salengro** pour le P.S.

D'abord **Courrières** qui en faisant allusion à la politique de soutien que pratique la C.G.T. et que nous condamnons avec vigueur, attaqua le gouvernement et rejeta toute la faute sur Paul Boncour en essayant de dégager de la responsabilité son organisation centrale, en oubliant toutefois de rappeler la politique de soutien, de conciliation et de trahison de la C.G.T. Puis, il termina sur un appel contre le fascisme.

Courrières n'a pas précisé comment il fallait lutter contre le fascisme et par quels moyens; nous lui demandons si c'est par les méthodes de lutte employées par les réformistes allemands qu'il envisage la lutte contre le fascisme ? Mais nous aurons soin, et cela sera notre tâche, d'éclairer les travailleurs trompés par les réformistes et cela se fera par le canal du front unique et de l'unité syndicale, telle que nous la concevons. Ce jour-là, les chefs réformistes ne pèseront pas lourd.

Chevalme, ce vieux cheval de retour nous parla également de la crise du capitalisme et du chômage; ici encore l'on peut constater le degré de démagogie du réformisme, car au sujet du chômage, nous n'admettons pas qu'il existe une municipalité qui se targue d'être révolutionnaire et qui applique à la lettre les directives ministérielles envers les chômeurs. En effet, il se passe des faits scandaleux à Lille où un **Devernay** est maître incontestable du fonds municipal de chômage : des chômeurs sont radiés sous des prétextes ignobles et scandaleux, indignes de gens qui sont élus par les travailleurs. Les syndiqués réformistes de la base qui en savent quelque chose, en tireront une raison de plus de se méfier des discours trompeur des Chevalme et Cie.

Ce fut ensuite le tour de Salengro qui en débutant crut devoir dire qu'il parlait au nom du parti des Vincent Auriol et de Blum ! très adroit, le Salengro : il sent très bien qu'il y a une foule d'ouvriers derrière lui, et nous disons que ce n'est peut-être pas l'envie qui lui manque de rejoindre Renaudel et les autres, mais c'est une autre question. Bref, Salengro attaqua le Gouvernement que son parti a toujours soutenu et qu'il soutiendra demain s'il le faut, toujours au nom de la démocratie.

Salengro ne put s'empêcher de montrer sa rancœur contre des « ingrats » tels que Caillaux pour qui le P. S. n'avait pas hésité à mobiliser les masses travailleuses. Si cela pouvait faire réfléchir les ouvriers sociaux-démocrates? Un peu de démagogie finale et c'est fini. Si avec de tels discours, les ouvriers ne sont pas capables de lutter contre le fascisme, il n'y a plus rien à espérer.

Concluons par quelques remarques. D'abord, la haine que nous avons pu constater entre les ouvriers réformistes et unitaires, toujours prêts à se jeter les uns sur les autres; c'est le lamentable résultat de la troisième période dont les chefs staliniens portent l'accablante responsabilité.

Une autre remarque : c'est l'accentuation de l'influence des réformistes sur les ouvriers, alors que celle de nos organisations unitaires diminue toujours. Cela devrait, s'il y avait encore de la vie dans nos organismes faire l'objet d'une grande discussion. Mais, hélas !

Une autre remarque enfin, c'est le dégonflage complet des **Bourneton** qui, présents dans la salle, n'ont pas osé marquer le point en demandant la parole. Certes, ils ne l'auraient pas obtenue, mais à un pareil moment, le devoir d'un militant était de marquer le coup. Nous ne sommes pas les seuls à le penser.

En conclusion, devant un tel résultat qui démontre l'influence grandissante du réformisme, nous continuerons à lutter pour le Congrès de fusion qui, seul peut nous permettre de démasquer les chefs réformistes qui trompent à chaque instant les travailleurs.

Le Groupe de Lille...

VILLEJUIF

Une lettre adressée au *Front Rouge* et au *Moniteur*

Dans le Moniteur *du* 21 *octobre vous avez, dans une série de questions tendancieuses, concernant la gestion municipale de Villejuif, déclaré que des employés communaux avaient, lors de leur renvoi, perçu une indemnité de* 15.000 *francs et vous ajoutiez « tout cela aux frais des contribuables ».*

La vérité étant tout autre, cette information inexacte pouvait déconsidérer deux camarades appartenant à notre Groupe Sud de la Ligue Communiste : Christophe et Coutte visés dans votre papier, indirectement.

Pour votre gouverne, disons tout de suite que ces deux camarades, exclus du parti communiste, pour délit de tendance, ont été mis en demeure, à la suite de cette exclusion, de quitter leur emploi. S'appuyant sur un statut, régissant les communaux de la Seine, ils auraient pu rester à leur poste malgré la volonté de la Municipalité. Pour ne point passer pour de vulgaires « befstaeckards » — ce qui les aurait mis, politiquement, en mauvaise posture — ils sont partis. L'un est depuis cette date malade et actuellement sur un lit d'hôpital (à ses frais); l'autre est chômeur.

Ils auraient pu, aussi, exiger ce que le statut leur accordait (une somme assez rondelette) comme indemnité pour les années passées à la Commune. Ces considérations, ils les ont dédaignées, montrant en cela une moralité beaucoup plus haute que ceux qui les jetaient à la rue ou que ceux qui, tel l'auteur de l'article incriminé, jugent les autres sur leur propre mentalité de mercenaires à vendre au plus offrant.

La Ligue Communiste s'honore de telles recrues. Elle ne permettra pas qu'un de ses membres soit vilipendé, sans réponse de notre part, par des attaques venant de droite ou de gauche.

L'honnêteté politique étant une chose peu courante dans les mœurs de Front Rouge *et du* Moniteur, *notre groupe a décidé, en même temps que la présente mise au point, d'éditer et de diffuser un tract relatant exactement les faits, au cas où cette mise au point ne serait pas insérée.*

31 octobre.

Le Groupe de la Région-Sud de la Ligue Communiste.

La VIE de la LIGUE

COURS D'EDUCATION

La première séance du cours, organisé par le Comité Régional et ouvert à tous les symphatisants aura lieu le

22 NOVEMBRE à 20 h. 30 précises
AU CAFE DE LA MAIRIE
PLACE St-SULPICE

Nous rappelons que le premier cours d'éducation comprendra trois leçons (trois séances) sur :

L'HISTOIRE
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE
DANS
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Prière de se faire inscrire en écrivant au siège.

« LES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'I. C. »

Pour des raisons financières facilement compréhensibles notre édition des Quatre premiers Congrès de l'I. C. n'a guère avancé durant les mois d'été. Néanmoins, nous envisageons maintenant la fin du travail pour fin décembre. L'ensemble du volume est maintenant composé.

Tous nos amis peuvent compter sur la parution pour le **1er janvier 1934**. Ce sera pour beaucoup une occasion de l'acheter.

Cependant, il faut nous aider dès maintenant. Que ceux qui le peuvent nous envoient sans tarder **15 francs**, prix du volume, en souscription. Ils le recevront aussitôt sa parution.

Aidez-nous à terminer ce travail, et nous pourrons ensuite en entreprendre d'autres !

Envoyez les fonds au Compte-chèque postal Naville 1333-80 Paris.

L'ETINCELLE DE L'EST

Notre vivant organe de la région de l'Est et Centre-Est, l'Etincelle de l'Est *vient de publier son numéro d'octobre-novembre. Outre d'intéressants articles politiques sur la création de la quatrième internationale, le procès de Leipzig et une polémique serrée avec les « Indépendants » de Belfort, il contient des rubriques nourries de la vie ouvrière de Longwy, de Neuves-Maisons et de Belfort. Nous espérons que nos camarades de Dijon apporteront leur contribution au travail des camarades de l'Est. Et nous appelons les ouvriers de la Région à lire* l'Etincelle de l'Est, *à s'abonner et à la soutenir.*

AUX CAUSERIES POPULAIRES

Singulière soirée ! *Lénine* servait de sujet de conférence aux causeries populaires. Guilbeaux apporta quelques souvenirs déjà reproduits dans son livre, et termina en déclarant que Lénine resterait comme l'un des quatre grands génies de l'émancipation, avec Georges Sorel, Marx, et... Sun Yat Sen ! Il répéta d'ailleurs plus tard que Lénine avait accompli pour la Russie la même tâche que Sun-Yat-Sen pour la Chine. Quelle absurdité !

Maurice Parijanine apporta quelques informations sérieuses sur les idées qui partagent le camp du communisme, celles de Staline et celles que Trotsky défend après Lénine.

Malheureusement, on dut entendre un brave ingénieur qui avait travaillé de longues années en Russie, et un jeune gandin nommé Paraf, récent client de l'Intourist, lesquels fatiguèrent l'assistance par leurs élucubrations en faveur de l'alliance franco-russe, et de discrets appels en faveur de la République de Sarraut. Les lazzis se multiplièrent. Qu'est-ce que Lénine avait à faire avec tout cela ?

Un membre de la Ligue demanda la parole, et, avec l'appui sympathique de l'assistance, montra que Lénine n'avait rien à voir avec ces pleurnicheries, mais qu'il avait été le champion intransigeant de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, lui être fidèle, c'est travailler à la constitution d'une nouvelle internationale, avec Trotsky, et non se vautrer dans la politicaillerie d'alliance franco-russe. Notre camarade fut chaleureusement soutenu.

JEUNESSES LENINISTES (REGION PARISIENNE)

3 cellules de jeunesses fonctionnent aujourd'hui dans la région parisienne. Nous envisageons la constitution rapide de plusieurs autres cellules à Paris.

Le Comité National a décidé d'éditer cette semaine les cartes de la Jeunesse léniniste. *La cotisation est fixée à 0 fr. 75 par semaine pour les camarades qui travaillent, à 0 fr. 25 pour les chômeurs et les apprentis. Une campagne sera menée pour la souscription d'une demi journée de salaire par mois pour l'organisation.*

Le Comité National garde provisoirement la direction de la région parisienne. Il tiendra aussi souvent que possible des réunions communes avec les secrétaires des cellules parisiennes.

Pour l'organisation définitive de la région parisienne une assemblée générale de la jeunesse se tiendra le dimanche 26 novembre. A l'ordre du jour : les tâches de la jeunesse léniniste. *Tous les camarades devront prendre leurs dispositions pour être présents à cette importante réunion.*

Le Comité national des jeunes.

« OCTOBRE-ROUGE » organe des jeunes léninistes EST PARU

Le premier numéro d' « *Octobre Rouge* » *est paru. Il contient* l'APPEL A TOUS LES JEUNES TRAVAILLEURS *du Comité National des jeunes, appel qui trace dans ses grandes lignes le programme de la* « *Jeunesse léniniste* ». *On y lira également les articles sur la Jeune Garde, sur la lutte à la caserne, sur la jeunesse socialiste, sur les jeunes chômeurs, sur les étudiants, sur la Conférence Internationale d'Amsterdam, ainsi que des articles de Clichy, Draveil, Lille, Le Teil, Clermont-Ferrand, etc.) et diverses notes.*

Camarades !

Adressez-nous vos commandes (0 fr. 25 le numéro).

Organisez la diffusion *autour de vous.*

Organisez la vente à la criée.

Mettez des numéros en vente dans les kiosques.

Recueillez-nous des abonnements (1 *an* : 3 *fr. Abonnements de soutien,* 5 *fr. et* 10 *fr.*).

Envoyez-nous des adresses d'abonnés possibles.

Envoyez-nous vos souscriptions.

ABONNEMENT A « OCTOBRE-ROUGE »

Nom .....
Adresse .....
1 *an* : 3 *fr. Abonnements de soutien* : 5 *fr. et* 10 *francs.*

NUMERO DE DECEMBRE D' « OCTOBRE ROUGE »

Le deuxième numéro d' « *Octobre Rouge* » *paraîtra le* 1e *décembre. Ce numéro doit être beaucoup plus vivant, beaucoup plus* « *jeune* » *que le premier. Dès maintenant tous les camarades, principalement ceux de province doivent nous apporter leur collaboration dans ce sens. Aucun article reçu après le* 26 novembre ne pourra passer.

La Rédaction.

Pour la Vérité

Nous avons fait cette semaine un gros effort en sortant un uméro à 6 pages. Nous n'avons pu faire cet eflort que sur l'engagement pris par tous nos membres et nos amis d'assurer *la diffusion maximum de ce numéro.*

Donc, au travail ! Vendez largement ce numéro et envoyez-nous sans tarder le produit de la vente !

DES ABONNEMENTS.

Les abonnements continuent à prgresser. Mais nous devons remarquer que les nouveaux abonnés nous viennent surtout spontanément. C'est moins souvent par suite de la propagande de nos camarades C'est pourquoi nous nous adressons encore à tous les membres de l'organisation qui ont reçu des carnets d'abonnements : qu'ils ne négligent aucune occasion d'abonner un camarades, même pour trois mois

NOS PRIMES.

Rappelez-vous que tout nouvel abonné reçoit en prime la série de *brochures de Trotsky sur l'Allemagne !* Parmi ces brochures s'en trouvent qui ne sont envoyées qu'avec les primes, car il ne nous en reste qu'un petit nombre.

DES LISTES DE POSSIBLES.

N'oubliez pas non plus de nous envoyer tous les noms et adresse de toutes vos connaissances, susceptibles de s'abonner à notre journal.

SOUSCRIVEZ A NOTRE FONDS DE PROPAGANDE.

Enfin, tâche essentielle : *souscrivez à notre fond de propagande.* Toutes les souscriptions que nous recevrons, non spécifiées pour la *Vérité*, seront versées au *fonds de Propagande.*

Nous avons un besoin urgent des sommes nécessaires à payer les dépenses de notre *Parti en brochures, tracts, afRches.*

Ne l'oubliez pas : la bonne volonté ne suffit pas à tout. Il fau taussi les moyens matériels. Donnez-les nous !

NOTRE OBJECTIF : REVENIR AU GRAND FORMAT !

De toute évidence nous sommes trop à l'étroit dans nos quatre petites pages Il faut revenir au grand format Mais cela sera une dépense supplémentaire Il faut donc améliorer notre situation financière de telle sorte que nous puissions *revenir au grand format le* 1er *janvier* 1934 !

SERVICE DES LIVRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

Nous ne pouvons fournir que les livres indiqués dans la liste ci-dessous.

Pour toute commande au dessus de 10 *fr., joindre* 10 % *en plus pour frais de port.*

Cours Nouveau (1923) ..... Fr.	3 50
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925)	3 50
Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931)	4 50
Et Maintenant (1932)	3 »
La Seule Voie (1932)	2 »
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933)	épuisé
Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.)	0 25
L'Economie Soviétique en danger	2 »
Les Problèmes de la Guerre Civile (1924)	1 50
La Révolution Défigurée	15 »
Ma Vie (3 vol.)	30 »
La quatrième internationale et l'U.R.S.S.	1 »
CH. RAKOVSKY. Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S. ..... Fr.	2 »
La Lutte de Classes. Année 1930	30 »
La Lutte de Classes. Année 1931	20
La Lutte de Classes. Année 1932	20 »
Déclarations pour le Congrès antifascite européen de Paris (juin 1933)	épuisé
Qu'est-ce que l'Opposition Communiste de Gauche ? (1932)	1 50
Que s'est-il passé en Allemagne ?	1 »
Par 10 exemplaires	8 »
Plate-forme de l'Opposition russe en 1927 Il nous reste quelques exemplaires à ..	5 »

Adressez les commandes à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

Compte chèque-postal : Naville 1333-80, Paris.

LES EDITIONS RIEDER

LEON TROTSKY

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

LA REVOLUTION DE FEVRIER

TOME II

Traduction de Maurice Parijanine

Un volume in-8e écu.... 20 fr.

7, place Saint-Sulpice, Paris (6e)

SALUT REVOLUTIONNAIRE AUX BOLCHEVIKS-LENINISTES DÉPORTES !

Conditions de travail et de vie des ouvriers

(d'une lettre)

Moscou, septembre.

Un ouvrier non spécialisé, une coiffeuse, gagne 60 roubles par mois. Les ouvriers mécaniciens reçoivent au minimum 80, en moyenne 120 roubles. Seuls les plus hauts sommets de la classe ouvrière (par exemple les ajusteurs) gagnent 250 roubles.

Tout le travail est du travail aux pièces. Le travailleur qui dans la coopérative ne reçoit pour ainsi dire rien, emploie sans réserve son argent pour le marché libre et est contraint par là de faire son possible pour travailler beaucoup. Mais en outre il se heurte aux plus grandes difficultés. Il manque totalement d'instruments pour l'aider : tournevis, clef à vis, burette à huile, etc... Il court partout à leur recherche dans l'exploitation, ne trouve ordinairement rien, et va au travail, après avoir perdu une masse de temps, dans les mêmes conditions qu'auparavant, c'est-à-dire sans ce qui lui est le plus nécessaire, seulement avec ses doigts nus.

Parfois c'est à une perceuse qu'il faut remplacer une pièce, mais l'ouvrier n'a rien qui ressemble à cette pièce. Il trouve par terre un morceau de fer et en fait la pièce de rechange en règle. C'est avec un tel équipement qu'il faut ensuite travailler. Aussi n'avons-nous presque aucune perceuse qui puisse faire des trous ronds et à plus forte raison sur mesure. De là le déchet et la mauvaise qualité.

Avec la pièce terminée l'ouvrier doit passer au contrôle. Il s'est rongé d'inquiétude, a transpiré le sang, mais à cause du manque d'outils et de la précipitation (pour la recherche qui est du temps improductif) il n'a fabriqué que du déchet. Mais le déchet n'est pas payé. Que lui reste-t-il si ce n'est les fautes à cacher ? Devant le contrôle se tient continuellement une longue queue et là y domine une longue et opiniâtre dispute qui peut s'étirer durant des heures et engloutir une non moins grande partie du temps de travail.

Le déchet qui se multiplie dans des proportions trop grandes donne aux bureaucrates l'occasion d'introduire un système de punitions. Les pertes de matériel sont retranchées du salaire. Au lieu d'accourir au secours de l'ouvrier avec des outils, le bureaucrate lui impose des punitions, ce qui fait que ce dernier supporte de plus grandes difficultés. Fréquemment l'ouvrier reçoit grâce au système de punitions 7, 15, 30 roubles de salaire pour deux semaines ! Quel état d'âme domine chez un tel ouvrier, il est inutile de le peindre.

Toute la journée les ouvriers parlent de la nourriture, mauvaise ou manquante. La pensée de la nourriture les tient complètement prisonniers. Les centres de distribution livrent très peu : en été ils donnaient dans la meilleure exploitation de Moscou — il est préférable de ne pas parler d'abord de la province — 400 grammes de beurre par mois, quelquefois 400 grammes de sucre (ou de sucreries). Et pour un salaire d'ouvrier tu n'achètes pas beaucoup au marché libre.

En 1930 il n'y avait pas assez de marchandise pour le salaire, aujourd'hui (en dehors des moyens vitaux) c'est souvent l'inverse. Le vêtement s'il est aussi mauvais existe aujourd'hui. Ainsi naît une surproduction relative que l'on essaie d'enrayer en donnant de meilleures marchandises aux campagnes, ou par exemple des meubles avec facilités de paiement .

Dans les cuisines-fabriques, l'ouvrier reçoit une fois par jour le repas de midi. Mais c'est seulement dans les grandes ou importantes exploitations : dans les autres fabriques il n'y a souvent au lieu de repas qu'un morceau de pain avec une pomme, ou un poisson sec. Mais là-même où est donné le repas de midi il est mauvais et fait sans graisse. De la salle de restaurant les ouvriers sortent ayant encore faim ou à moitié faim. Si on mange par équipes, la deuxième équipe s'informe avant d'entrer de « ce qu'il y a ». Et si le repas est tout à fait mauvais, plus de la moitié des ouvriers ne se rendent pas au réfectoire et préfèrent rester affamés et conserver l'argent pour acheter quelque chose au marché libre.

De plus il existe une très grande inégalité. Dans le restaurant des employés de l'administration le repas est bon, chaque jour de la viande; mais là l'ouvrier n'est pas admis.

Les déplacements à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail est, par des décrets de plus en plus sévères (retrait de la carte de pain, système des passeports, etc...), supprimé. Toutefois, la plus grande partie des ouvriers ne reste pas plus de 6 mois dans une fabrique. Ils cherchent et trouven: des prétextes et des trucs pour changer de place.

L'essai d'élevage du lapin comme exploitation de grand style, est liquidé. Les animaux arrivaient à être plus précieux que des renards argentés. Ils étaient importés en grande quantités, mais, vu le manque de soins, la plus grande partie était bientôt crevée. Tout le monde rit de cette expérience.

On comprend par l'état effroyable de la nourriture, ce qui arrive pour la pomme de terre. C'est une chasse sans fin. Une partie de la récolte est-elle définitivement assurée, alors viennent les pertes par le transport et l'emmagasinement. On travaille si mal, qu'une grande partie est endommagée et commence à pourrir. En outre le changement de magasinage nécessaire et le tri ne sont pas faits avec soin. D'où le peu de résultats. Par exemple cette année avant la nouvelle récolte nous n'eûmes deux mois durant plus une seule pomme de terre.

Depuis quelques mois règne une crise du pétrole (en Russie on utilise de préférence le pétrole pour la cuisson). Pour un, deux litres les hommes se tiennent en des milliers de queues. Le prix est par rapport à 1931 monté de quatre fois et demi (de 10 à 40 kopecks).

Le prix du pain a doublé depuis la dernière récolte. Devant les bureaux de poste on peut voir de longues files d'hommes, tous avec le même petit paquet à la main. Ils envoient de Moscou, où on peut encore recevoir du pain une livre de pain à leurs parents de la province. On confectionne à cet effet des boîtes en carton particulières. Aussi les prix montent. Mais les salaires sont restreints, de leur plus haute valeur à la moitié, de 10 à 30 %. On explique cela comme une mesure pour la stabilisation du rouble.

Les conditions d'habitation sont après comme avant, horriblement mauvaises. Les loyers sont élevés : une demeure-fabrique de 13 m2 coûte de 34 à 36 roubles par mois. Un ouvrier a-t-il conquis un logement, c'est-à-dire une chambre, alors tous les coins et recoins disponibles sont occupés par les parents ou loués. Pour un coin de chambre on paye de 80 à 120 roubles par mois. Malgré la misère des demeures en nombre toujours de plus en plus insuffisant, le rythme de construction a été fort freiné. La bureaucratie loge sinon luxueusement, du moins beaucoup mieux et d'une façon plus moderne que les ouvriers; les révolutionnaires dévoués partagent, mais souvent d'une façon volontaire, le sort des ouvriers.

L. SOSNOVSKY

Au moment où nous célébrons le seizième anniversaire d'Octobre, la Ligue Communiste lance un appel particulièrement ardent, en faveur de nos milliers de camarades déportés et emprisonnés par Staline.

RAKOVSKY, SOSNOVSKY, VICTOR-SERGE,

des dizaines et des centaines, dont les noms sont chers au prolétariat international, sont maintenus par la bureaucratie dans les fers.

En envoyant à ces artisans de la révolution, à ces champions de l'Internationalisme notre salut fraternel, nous appelons les travailleurs à protester dans leurs organisations contre le sort qui leur est fait.

C'est par le travail hardi pour la création d'organisations prolétariennes marxistes que nous les aiderons le mieux. Travaillant à organiser une nouvelle internationale et un nouveau parti communistes en France, nous inscrivons leurs noms en tête de nos chefs, comme les meilleurs lutteurs de l'Internationale de Marx et de Lénine.

G. BLUMKINE

Fusillé sur l'ordre de Staline en février 1930.

La Vie de Ioffé

par Victor-Serge

Cette biographie de Ioffé est un article inédit de Victor Serge rédigé par lui à Moscou lors de la mort de Ioffé. Cette époque coïncide avec l'exclusion du parti des oppositionnels de gauche et l'entrée de la lutte de la bureaucratie contre des bolchevicks-léninistes dans une nouvelle étape caractérisée par la violence, l'exil, l'emprisonnement dans les isolateurs, la déportation sous les cercles polaires ou dans les confins sibériens, les persécutions systématiques et l'assassinat.

A l'heure où la bureaucratie soviétique s'acharne sur Victor-Serge, ce document ancien prend toute sa valeur, comme témoignage de la fermeté inébranlable et du dévouement irréductible des meilleurs défenseurs de la Révolution Russe. C'est à ce titre que nous publions ce portrait du révolutionnaire Ioffé tombé dans la lutte.

Après Lénine, Frounzé, Dzerjinski, Krassine, voici que disparaît Adolpe Abramovitch Ioffé, leur compagnon de lutte, leur frère et leur égal, un des plus grands serviteurs, lui aussi, de la Révolution d'Octobre.

Ioffé s'est tué d'un coup de revolver à la tempe droite le 17 novembre dernier, à 6 heures du soir, dans son cabinet de travail de la rue Léontievsky, à Moscou. Sa vie de révolutionnaire est si longue et si remplie, bien qu'il soit tombé à 44 ans, qu'une simple énumération de faits et de dates suffira à en indiquer la grandeur exemplaire.

D'origine bourgeoise Ioffé, né à Simféropol en 1883, s'intéresse à l'activité révolutionnaire dès sa 14e année ; il adhère en 1902 au Parti Ouvrier Social-démocrate de Russie, alors clandestin et persécuté par la police impériale.

A sa sortie du gymnase, sa qualité politique de « suspect » lui ferme les universités. Il se rend à Berlin pour y commencer des études médicales.

Dès 1904, le Comité Central du Parti l'envoie à Bakou avec un stock de publications illégales .Première arrestation à Bakou. Peu après deuxième arrestation à Moscou. Première émigration (Allemagne). Retour clandestin et propagande en Crimée.

1905. Lié à des militants du cuirassé « Potemkine », Ioffé organise à Sébastopol l'évasion de l'un d'entre eux, Feldman. Il participe à la création de Syndicats.

Deuxième émigration (Allemagne). Membre du Bureau Etranger de la Socialdémocratie Russe unifiée (bolchéviks et manchéviks réunis), Ioffé est expulsé d'Allemagne par le chancelier von Bülow.

Retour illégal en Russie. Troisième arrestation, en Crimée. Action illégaleà Moscou et dans les régions baltes. Quatrième émigration (Suisse, Zürich). Etudes de droit. Vienne. Collaboration avec Trotski (**Vperiod, La Pravda** viennoise). Désormais Ioffé ne se séparera guère, dans la vie politique, de Trotski.

1910-12. Missions illégales en Russie, en relation avec l'action de la **Pravda** viennoise.

Cinquième arrestation. Condamnation à quatre années d'exil dans le nord du gouvernement de Tobolsk (Sibérie). Nouveau procès. Ioffé, transféré à Odessa, accusé d'avoir participé à l'organisation des soulèvements de la flotte pendant la révolution, se réclame hautement du parti. Il est condamné à la déportation à vie en Sibérie.

Cet arrêt est cassé. Travaux forcés. Envoi par étapes, avec un convoi de forçats, dans la région de l'Iénisséi. Exil sibérien et collaboration active de la presse du parti...

Fuite, cinquième émigration, retour à Vienne, collaboration avec Trotski.

VICTOR SERGE

1917. Retour à Pétrograd. Ioffé, élu membre du Soviet de Petrograd, se rend en Crimée. Luttes contre les menchéviks. Adhésion (avec l'organisation socialdémocrate dite « des rayons », à laquelle appartenaient Ouritski, Manovilski, Lounatcharski, Trotski) au parti bolchevik, Ioffé entre avec Trotski au Comité Central du parti.

Après la Révolution d'Octobre: élu membre du Premier Exécutif panrusse des Soviets et député bolchévik de Pskov à l'Assemblée Constituante.

Envoyé avec Krylenko au front occidental afin d'y combattre les menées contre-révolutionnaires et d'y préparer les pourparlers de paix.

L. TROTSKY *prononçant son discours sur la tombe de Ioffé, en novembre 1927.*

Président de la première délégation soviétique chargée de négocier à Brest-Litovsk avec les Empires Centraux.

Membre du Bureau du Soviet de la Commune du Nord (Pétrograd).

Ambassadeur des Soviets à Berlin, en temps de guerre, aux jours où l'Empire tend ses dernières forces, Ioffé, dénoncé par toute la presse réactionnaire comme « l'organisateur de la révolution » est expulsé d'Allemagne, trois jours avant la révolution du 9 novembre 1918. Il demeure trois semaines à Borissovo, dans un village de la frontière, en communication avec le Soviet de Berlin.

Guerre civile. Ioffé appartient au Conseil de la Défense de l'Ukraine et, quand Youdénitch menace Pétrograd, au Conseil de la Défense Intérieure de l'ancienne capitale que Trotski sauve, à la tête des prolétaires et des soldats rouges en haillons.

Retour à la diplomatie révolutionnaire. Paix avec l'Esthonie : ce premier traité rompt autour de la République des Soviets le cercle de fer et de feu. Négociations avec la Lithuanie et la Lettonie.

1922. Conférence de Gênes (avec Rakovski et Tchitchérine). Ioffé, ambassadeur des Soviets en Chine exerce sur Sun-Yat-Sen une influence décisive. Négociations de paix, couronnées de succès, avec le Japon. Missions fécondes à Tokio.

Au cours d'un séjour en Mandchourie, l'artisan du rapprochement entre la Chine et l'U.R.S.S. et de la paix en Extrême-Orient contracte le mal torturant qui va désormais user, jour après jour, ses forces.

1924. Ministre plénipotentiaire à Londres. Négociations avec l'Angleterre. Ambassadeur à Vienne, porte des Balkans. 1925. Membre du Bureau de la Commission du Plan de la R.S.F.S.R. Membre du Comité des Concessions.

Depuis 1923, Ioffé appartenait, dans le parti, à l'opposition.

La maladie (il était atteint de polynévrite et de tuberculose) ruinait son organisme. Réduit à se contenter d'une activité intellectuelle (cours de sociologie et de politique orientale) à l'heure où les luttes politiques mettent en question les destinées mêmes de la révolution, désespérant de guérir, Ioffé s'est souvenu de l'exemple de Paul et de Laura Lafargue. « Le révolutionnaire, disait-il à ses proches, doit savoir partir à temps ». — « Quand on ne peut plus être utile, servir la cause du prolétariat, il faut s'en aller « Je n'ai plus qu'une façon de servir, et c'est partir... » Et il est parti, ferme et lucide comme il avait vécu, parti en révolutionnaire, parti en motivant fortement son départ...

Trois des signataires (1) de ces lignes ont eu l'honneur de le veiller à son lit de mort et d'accompagner sa dépouille au cimetière de Novo-Diévitchi. Tchitchérine, Karakhane, et aussi Zinoviev, Trotski, Racovski, Preobrajenski, Smilga, Kamenev accompagnaient leur vieux compagnon de lutte. Ce furent les simples obsèques d'un révolutionnaire, tombé dans l'action, simplement, léguant un grand exemple et un grand souvenir. La lutte continue.

La révolution use ceux qui l'ont faite. Ils le savent, ils y consentent. Saluons ces grands morts et continuons leur tâche. Et songeons aussi que si la mémoire de ces grands morts doit être précieuse au prolétariat international, les forces et les capacités de ceux d'entre les grands artisans de la Révolution d'Octobre qui nous restent doivent lui être doublement précieuses.

Moscou, Nov. 27.

Victor Serge

(1) Deux camarades de l'opposition française se trouvaient alors à Moscou avec Victor Serge.

La vie du parti et la vie sociale est tout à fait morte. Tout se tait. Dans les réunions après le rapport règne un silence de mort. Les invitations répétées du président restent sans effet. Alors, pour combattre le « silence concerté » il donne d'avance la parole à un orateur déterminé. Après cela, la chose tire ordinairement à sa fin. Avant la réunion générale de la fabrique tous s'enfuient et bien qu'à la vérité le comité de fabrique communique que la réunion ne durera pas plus de dix minutes de 5 h. à 5 h. 10.

Voulez-vous savoir répondre à Piatnitzky ?

Achetez notre brochure :

QUE S'EST-IL PASSE EN ALLEMAGNE ?
(Marxisme et Stalinisme)

Qui vient enfin de paraître...

Prix de l'exemplaire... 1 fr.
Par 10 exemplaires.... 8 fr.

En vente à la « Vérité », 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

UNE BROCHURE DE L. TROTSKY

« La quatrième internationale et l'U.R.S.S. »

(*Suite du précédent numéro*)

Selon la théorie de Laurat, qui n'est du reste que la synthèse pédante d'idées courantes chez les faux savants de l'austro-marxisme, la bureaucratie représente en U. R. S. S. une *classe* bien définie, qui *exploite* le prolétariat précisément comme le faisait avant elle la bourgeoisie.

Mais Trotsky réplique justement que la bureaucratie du parti bolchevik et de l'Etat soviétique représente un « parasite » une catégorie qui se différencie de la classe prolétarienne dont elle est issue, mais qui dans l'ensemble vit et meurt avec le prolétariat. « Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple (et c'est ce que sous des formes diverses fait toute bureaucratie), nous avons à faire non pas à une *exploitation de classe*, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, fut-ce sur une très grande échelle. » C'est l'évidence, si toutefois l'on s'en tient à la conception marxiste, car les classes sont des catégories sociales ayant économiquement des racines et une existence indépendantes, dans le domaine de la production.

Déjà dans un article publié par *La Lutte de Classes* (Juillet 1930 n° 23), Trots y disait : « Du point de vue marxiste, il est clair que la bureaucratie soviétique ne peut se transformer en une nouvelle classe dirigeante. Son adaptation et l'augmentation de son rôle social en tant que commandement mène immanquablement à une crise de la dictature qui ne pourra se résoudre que par une renaissance de la révolution sur des bases plus élevées ou par une restauration de la société bourgeoise. »

Enfin, les perspectives du développement économique et social de l'U. R. S. S. tranchent décisivement la question. Si le développement se faisait dans le sens d'un essor, les bases de la domination bureaucratique se trouveraient sapées grâce au renforcement du nombre et de la cohésion des ouvriers, grâce à l'émancipation des couches paysannes arriérées.

Si, au contraire, le développement ultérieur amène un arrêt de l'essor et une crise catastrophique, il devient clair que la bureaucratie en serait la première victime. *Pour remplacer l'Etat ouvrier viendraient des rapports non pas « social-bureaucratiques », mais capitalistes.*

Après avoir examiné les voies possibles de la contre-révolution, Trotsky examine si l'élimination « pacifique » de la bureaucratie est possible. Par la voie des Congrès du Parti et des Soviets, il n'en n'est pas question. Depuis 1927, la voix du parti est étouffée. Seule la *force* peut obliger la bureaucratie à remettre le pouvoir aux mains du prolétariat. Il ne s'agit pas ici d'une insurrection, qui transfère le pouvoir d'une classe à l'autre, mais d'une action rendue indispensable par le régime « bonapartiste » de Staline. Et bien entendu seul un *parti*, un nouveau parti communiste peut réaliser cette tâche.

D'autre part le sauvetage de la Révolution d'octobre dépend du processus révolutionnaire international. C'est pourquoi le rôle de la nouvelle Internationale — la 4e — devient décisif. Le rôle dirigeant du parti bolchevik dans la lutte révolutionnaire mondiale est perdu. Celui des bolcheviks-léninistes russes ne peut s'exercer à l'échelle mondiale, étant donné les conditions absolument particulières de leur situation et de leur travail. C'est pourquoi c'est en Occident que passe le centre de gravité révolutionnaire. *Aujourd'hui, l'ébranlement de l'équilibre bureaucratique en U. R. S. S. tournerait presque à coup sûr à l'avantage des forces contre-révolutionnaires, avec l'existence d'une Internationale véritablement révolutionnaire, la crise inévitable du régime staliniste ouvrira la possibilité de la régénération de l'U.R.S.S.*

Telle est la conclusion politique de la brochure. Les nécessités de la lutte révolutionnaire internationale, y compris la défense et la régénération de l'Union soviétique, se traduisent en une formule simple : rupture avec l'I.C. opportuniste « barbussianisée », et constitution de la 4e Internationale !

Tel est en résumé le contenu de cette brochure, qui doit être largement répandue, que chaque prolétaire conscient doit étudier. Depuis longtemps rôdaient autour de cette question de la nature de classe de l'U.R.S.S. tous les liquidateurs, petits et grands, pour qui le visage décrépit de la démocratie petite-bourgeoise offre plus d'attraits que la lutte pour la défense d'octobre. Ils ont mis une croix sur l'U.R.S.S. et... ils attendent.

Dans le passé, l'opposition de gauche s'est prononcée sans équivoque contre ces liquidateurs du type Souvarine-Monatte, dont la descendance alimente les colonnes du *Travailleur*. Treint, sorti de la Ligue s'est aussi perdu dans cette question, et il n'y a pas jusqu'à certains des récents démissionnaires de la Ligue qui ne se soient libérés de la discipline communiste rien que pour passer dans le camp des liquidateurs.

La brochure de Trotsky vient leur donner une réplique bien sentie. Il y a peu de chances qu'ils soient capables d'y répondre.

P. N.

LEON TROTSKY

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.

LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE

L'importante brochure de Léon Trotsky doit être entre les mains de chaque militant. Adressez les commandes à *La Vérité*, 23, rue des Vinaigriers. Prix : 1 fr

ABONNEZ-VOUS
SOUSCRIVEZ
COLLABOREZ
à "LA VÉRITÉ"

Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris (2e)

Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

Le Gérant : P. Frank.